



# REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [ collectif révolution permanente ]

## Les travailleurs désavouent Hollande et Valls : il faut une solution ouvrière à la crise capitaliste !



Hollande Valls / photo Collet - Sipa

- La Redoute, encore un licenciement collectif p. 6
- Défendre le statut des professeurs p. 8
- La montée du FN et des exactions fascistes p. 9
- L'écartèlement de l'Ukraine entre les puissance impérialistes p. 15
- Une crise révolutionnaire en Bosnie ? p. 18
- L'Afrique du Sud après 20 ans de gouvernement ANC-SACP p. 21
- La cause de la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale, l'impérialisme p. 25
- La Centrafrique s'enfonce dans le chaos p. 28

## Pour une solution ouvrière à la crise du capitalisme

### Des résultats calamiteux pour Hollande et son gouvernement

Les résultats des élections municipales des 23 et 30 mars signifient avant tout un profond rejet par la classe ouvrière et la jeunesse de la politique réactionnaire et entièrement dévouée aux intérêts des capitalistes qu'ont menée le président PS Hollande et le gouvernement PS-EELV-PRG.

Les partis UMP-UDI-Modem et apparentés gagnent 142 villes de plus de 10 000 habitants et renforcent leurs positions partout. La crise récurrente qui minait l'UMP s'estompe.

Les partis PS, EELV et PRG qui constituent la majorité parlementaire du gouvernement perdent 153 villes de plus de 10 000 habitants. Le FN obtient 10 villes de plus de 10 000 habitants, la mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement de Marseille avec 140 000 habitants et au total 1 496 conseillers municipaux.

Le vote pour le FN marque l'impact sur une partie de la bourgeoisie, une partie croissante des petits capitalistes, de la petite bourgeoisie salariée et indépendante ainsi que sur une partie de la classe ouvrière déboussolée, des campagnes chauvines, des persécutions contre les travailleurs immigrés, du « produisons français » et du patriotisme économique qui sont avancées de tous côtés, du PCF au FN, comme la solution à la crise.

### Les travailleurs rejettent les partis qui constituent le gouvernement...

C'est volontairement que des millions de travailleurs et jeunes ont refusé d'apporter leur voix aux candidats du Parti socialiste, avec une abstention massive, qui atteint nationalement 38 %, dépasse souvent 50 %, voire 60 % dans les villes et quartiers ouvriers. À l'échelle nationale, 49 % des ouvriers, 44 % des employés et 33 % des professions intermédiaires ne sont pas allés voter.

En effet, c'est en toute connaissance de cause que Hollande a constitué dès son élection en 2012 un gouvernement bourgeois et a mené une politique bourgeoise : acceptation des licenciements, interventions impérialistes au Mali et en Centrafrique, poursuite du démantèlement de la protection sociale, baisse des impôts et cotisations sociales des capitalistes, destruction des bidonvilles des Roms accusés par Valls d'être « *inassimilables* ».

C'est en toute connaissance de cause que le Parti socialiste a soutenu sans faillir la politique anti-ouvrière de Hollande, qu'il a constitué des listes avec des partis bourgeois, qu'il a appelé au deuxième tour de ces élections à voter UMP, Modem ou UDI dans de nombreuses communes au nom du « front républicain. »

Comme c'est en toute connaissance de cause que le Parti communiste français et le Parti de gauche veulent faire croire qu'on peut sortir de la crise par le protectionnisme, l'accentuation du déficit de l'État, le retour à une meilleure répartition des richesses et autres fadaïses pour ne pas remettre en cause le capitalisme français en crise qui saigne les travailleurs chaque jour un peu plus. C'est en toute connaissance de cause que le PCF est entré dans des listes avec les partis au pouvoir. C'est en toute connaissance de cause que le PdG a refusé toute liste avec le PS (qui ne fait pas autre chose aujourd'hui que ce qu'a fait le gouvernement Jospin avec les ministres PCF et Mélenchon), tout en se présentant parfois avec EELV qui est tout autant au gouvernement et n'a rien à voir avec la classe ouvrière.

### ...comme ils rejettent le soutien des directions syndicales au gouvernement

C'est en toute connaissance de cause que toutes les directions syndicales se prêtent chaque jour au

### RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste  
[ section française du Collectif révolution permanente ]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : en cours

Adresse postale :

ReSo

AGECA service BP  
177 rue de Charonne  
75011 PARIS

Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)  
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,  
français, turc : [revolucionpermanente.com](http://revolucionpermanente.com)

Site du GKK / Autriche : [klassenkampf.net](http://klassenkampf.net)

Site du GMI / France : [groupemarxiste.info](http://groupemarxiste.info)

Site de RP / Pérou : [luchamarxista.blogspot.fr](http://luchamarxista.blogspot.fr)

Les articles signés n'engagent pas le GMI.

« dialogue social », c'est-à-dire acceptent de négocier les exigences des patrons et du gouvernement à son service. C'est en toute connaissance de cause qu'elles appellent en même temps à des « journées d'action » impuissantes, avec l'appui du PCF, du PdG, du NPA et de LO.

Le 5 mars, la CFDT et la CFTC ont signé avec le patronat un relevé de conclusions achevant la première étape des négociations sur le pacte de responsabilité. Contre 30 milliards d'euros d'allègements sonnants et trébuchants de cotisations familiales pour les patrons, sous forme de transfert au budget de l'État, ce relevé de décisions demande « *aux branches professionnelles, dès lors que la trajectoire de baisse des prélèvements sociaux et fiscaux sera précisément définie par les pouvoirs publics, d'ouvrir des discussions en vue d'aboutir à un relevé de conclusions, ou des négociations en vue d'aboutir à un accord, précisant des objectifs quantitatifs et qualitatifs en terme d'emploi* ». Pareil charabia n'a d'autre fonction que de masquer l'absolue vacuité de cet accord, hormis les 30 milliards pour les patrons.

Les directions de la CGT et de FO, et même de la CFE-CGC qui a récemment changé d'avis, dénoncent un « pacte de complaisance ». Mais qui a permis que ces négociations se tiennent, indispensables pour permettre à Hollande comme à Gattaz de parvenir à leurs fins ? Pourquoi, alors que le 21 janvier Thierry Lepaon pour la CGT dénonce « *le plan concocté par François Hollande et Pierre Gattaz, un cadeau supplémentaire au patronat de 30 milliards d'euros, une attaque de grande ampleur contre la protection sociale* », annonce-t-il en même temps qu'il n'est question de discuter du comment mais du pourquoi, validant ainsi la participation de la CGT à cette mascarade ? Pourquoi le 28 février, après la première séance de négociations, déclare-t-il au Figaro : « *Le président de la République signe son deal avec Pierre Gattaz, puis on nous demande de nous rencontrer entre organisations patronales et syndicales. Il nous siffle, et il faudrait qu'on arrive! On a l'impression d'être utilisés, c'est assez désagréable* », mais assure aussitôt que son organisation ne pratiquera pas « *la politique de la chaise vide* » ?

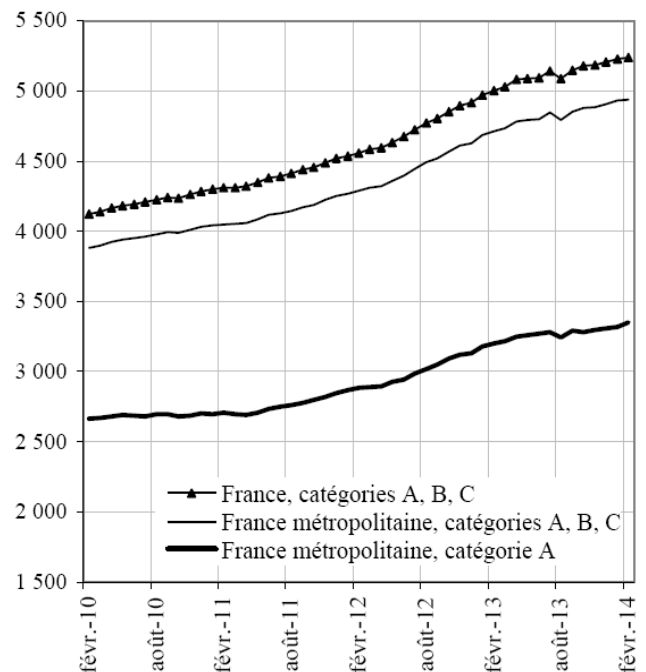
Quant à FO qui parle de « *vaudeville* », de « *discussion sur du vent* » et cite Molière et son Tartuffe pour qualifier la fausse opposition des organisations signataires, elle-même a accompagné et par-

ticipé tout autant à toutes les négociations de ce pacte. Imaginons un instant quelle aurait été la situation si la CGT et FO avaient, dès le départ, boycotté ces négociations sur les exigences du patronat, avaient appelé à la mobilisation générale pour les empêcher. Les directions de la CFDT et de la CFTC n'auraient eu alors aucune place pour négocier contre les travailleurs.

Le 18 mars, le dernier acte de cette sinistre farce se jouait par un appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires à une journée d'action contre le pacte de responsabilité, pour l'emploi et les salaires, sans perspective et peu suivie.

Dans la nuit du 22 mars, après une négociation destinée à faire des économies dans le régime d'assurance chômage à laquelle toutes les directions syndicales ont participé, la CFDT, la CFTC et FO ont signé un accord avec le patronat lui permettant d'économiser 400 millions d'euros sur le dos des chômeurs, avec notamment une diminution du taux de remplacement, une augmentation du délai de versement des allocations, l'instauration d'une cotisation pour les personnes de plus de 65 ans.

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi**  
Catégories A et A, B, C (cvs-cjo en milliers)



## Valls nommé Premier ministre, c'est l'accentuation de la guerre contre les salariés

La crise capitaliste de 2008-2009 a été surmontée à l'échelle mondiale, mais pas par le capitalisme français qui stagne depuis, sous la présidence de Sarkozy comme de Hollande. La bourgeoisie française est prise à la gorge. Elle veut se sauver en liquidant tous les acquis sociaux et en augmentant drastiquement le taux d'exploitation.

Le vendredi 28 mars, à la veille du deuxième tour, l'éditorialiste du quotidien patronal fixait le cap au nom de toute la bourgeoisie française.

*Qu'importe les pancartes ! Il faudra avoir de l'autorité ! Les milieux économiques, Berlin, Bruxelles, attendent qu'il soit inflexible. Hollande, soyez Schröder !... Retraites, formation permanente, marché du travail... les réformes engagées l'ont été sur un mode très mineur. Si François Hollande s'engageait dans un réformisme radical, il reprendrait l'avantage politique, il serait le premier à moderniser le pays et à le mettre en accord avec les exigences du siècle. (Les Échos, 28 et 29 mars 2014)*

Les autres bourgeoisies européennes s'impatientent aussi.

*« La France a déjà obtenu un délai de grâce de deux ans, le travail reste à faire et nous espérons que le nouveau gouvernement reconnaîtra ses obligations », a affirmé le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem à l'issue d'un huis clos des ministres des Finances à Athènes. (Le Figaro, 1<sup>er</sup> avril 2014)*

La nomination de Valls au poste de Premier ministre le lendemain des résultats des municipales répond idéalement à cette exhortation de la bourgeoisie. Elle signifie la poursuite et l'aggravation de la politique menée depuis 2012, quels qu'aient été les résultats électoraux, sans dévier d'un pouce de sa ligne réactionnaire, tant les intérêts supérieurs du capitalisme français priment sur toutes autres considérations, même électoralistes.

La mise en place du Pacte de responsabilité comme les 50 milliards de coupes à trouver dans les dépenses publiques sont réaffirmés comme les priorités essentielles du nouveau gouvernement. L'annonce d'une baisse éventuelle des cotisations sociales payées par les salariés aux plus faibles revenus n'est que poudre aux yeux.

Hollande, dans son allocution du 31 mars, affirme : « c'est un gouvernement de combat ». Mais il aurait dû préciser : de combat contre la classe ouvrière.

## Les dernières béquilles de Hollande

Cependant les contradictions s'aiguisent : voilà un Président au lendemain d'une cinglante défaite électorale, rejeté comme aucun autre de la 5<sup>e</sup> République, privé de base politique, flanqué du ministre de la répression policière et de la chasse aux immigrés Manuel Valls qui prétend redoubler l'offensive contre les salariés.

Des millions de travailleurs et jeunes ont boycotté les élections comme ils désertent les journées d'action bidon. De quelle force politique dispose-t-il encore pour accomplir la mission que lui fixe la bourgeoisie, alors que les masses n'ont plus aucune illusion sur son compte ?

La force de l'appareil d'État bourgeois est certes conséquente, mais ce n'est pas elle qui empêche l'irruption des masses. Ceux qui retiennent les masses, les détournent du combat efficace, protègent Hollande, sa politique et son gouvernement sont les appareils politiques et syndicaux qui infectent le mouvement ouvrier. Faisant cyniquement le jeu du gouvernement (et, involontairement, du FN), la direction de la CGT implore « une augmentation des salaires et un plan de relance de l'emploi » (Communiqué, 2 avril) et détourne le mécontentement vers les « diktats de l'Union européenne » (Thierry Lepaon, Les Échos, 3 avril).

La racine du comportement des partis réformistes et des bureaucraties syndicales est qu'ils sont profondément liés à leur bourgeoisie et ne souhaitent aucunement la renverser. Exagération ? Voici ce que Thierry Le Paon, dirigeant du principal syndicat ouvrier, la CGT, déclare à la presse patronale :

*Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés - là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents - et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté. (Le Nouvel économiste, 21 février 2014)*

## Pour la rupture avec la bourgeoisie, pour la lutte de classe

Les travailleurs cherchent comment se défendre efficacement contre les attaques incessantes du capital et de l'État bourgeois, comment se rassembler contre la réaction, quel gouvernement mènera enfin une politique conforme aux inté-

rêts de l'immense majorité de la population. Pour ouvrir une perspective politique, il faut se regrouper sur un programme de mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse, former les comités d'action pour imposer :

- À bas le pacte de responsabilité ! Dirigeants syndicaux, assez de dialogue social, rompez avec ce gouvernement de la bourgeoisie, appelez dans l'unité à la manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour interdire le vote du pacte de responsabilité !
- Arrêt des licenciements ! Expropriation des entreprises qui licencient et de toutes les grandes entreprises ! Contrôle ouvrier sur les comptes, la gestion et la production !
- Embauche immédiate des chômeurs, partage du travail disponible, diminution du temps de travail, augmentation des salaires !
- Abrogation de toutes les réformes réactionnaires contre les retraites, contre la sécurité sociale, les hôpitaux publics, l'enseignement public, etc.
- Expropriation des banques, banque unique d'État sous contrôle ouvrier !

- Rapatriement immédiat de toutes les forces armées engagées en Afrique et ailleurs !

Les bons esprits, défenseurs de tout poil du capitalisme, se gausseront de telles revendications, tant elles leur paraîtront irréalistes. Mais leur réalisme au nom de la compétitivité pour la bourgeoisie française, c'est l'acceptation des reculs incessants, du chômage, des petits boulots, des salaires de misère, de l'absence de toute perspective pour des millions de jeunes, de la déchéance pour toute une partie de la population. Même le simple maintien de l'état existant est désormais absolument incompatible avec la survie du capitalisme. Toute revendication sérieuse se heurte de plein fouet avec le capital et son État.

Pour empêcher les trahisons des partis sociaux-patriotes (PS, PCF, PdG) et des chefs syndicaux, il faut que l'avant-garde se regroupe et forge un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste, un parti pour mettre au cœur du combat de toute la classe ouvrière l'objectif d'en finir avec le capitalisme, de chasser le gouvernement de la bourgeoisie, de constituer le gouvernement des conseils ouvriers.

2 avril 2014

## Hollande et Valls donnent un coup de main au maréchal Al-Sissi

En Égypte, l'annonce de la candidature à l'élection présidentielle du maréchal Al-Sissi couronne une offensive de 9 mois contre le mouvement des masses qui chassa en 2011 du pouvoir la dictature du général Hosni Moubarak et se dressa en 2013 contre son remplaçant tout aussi réactionnaire et antidémocratique l'islamiste Morsi. L'armée qui a repris les manettes du pays, fin juin 2013, après le coup d'État contre le président islamiste élu accélère les attaques contre toute opposition politique et contre le mouvement ouvrier.

Les étudiants et les grévistes du textile de Mahalla en octobre, des mines d'or de Sukhari en décembre, de la sidérurgie à Helwan, de la santé, des transports... se heurtent à l'interdiction de manifester et à la répression policière. Pour écraser toute tentative d'organisation prolétarienne, alors que les travailleurs des villes et des campagnes sont confrontés à la paupérisation et au retour de la dictature militaire haïe, la junte s'acharne contre les groupes centristes qui avaient initialement soutenu le coup du 3 juillet comme le Mouvement des jeunes du 6 avril et les Socialistes révolutionnaires. Les prisonniers sont torturés et jugés par des magistrats aux ordres de l'état-major. Ainsi, un tribunal égyptien a condamné à mort, lundi 24 mars, en première instance, 529 partisans des Frères musulmans pour la mort d'un officier de police dans la province d'Al-Minya, en Moyenne-Égypte. D'autres procès se préparent.

Les réactionnaires islamistes s'en prennent aux chrétiens et à leurs lieux de culte.

La junte, complice de l'État sioniste, bloque la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, étouffant l'économie et aggravant les souffrances des Palestiniens qui y vivent.

Le 25 janvier 2014, un certain nombre de jeunes égyptiens qui ont manifesté devant l'ambassade égyptienne à Paris ont été interpellés par la police française. Quatre d'entre eux ont été relâchés avec l'ordre de quitter le territoire français (OQTF) sous 30 jours, et trois ont été transférés au centre de rétention de Vincennes pour être expulsés sous OQTF (puis libéré par le juge des libertés). Des papiers pour tous les réfugiés égyptiens en France !



## La Redoute : un concentré des problèmes que la classe ouvrière doit résoudre

La situation des travailleurs de La Redoute illustre à elle seule tous les problèmes politiques que la classe ouvrière doit régler pour se dégager de l'impasse dans

laquelle les appareils politiques et syndicaux l'ont plongée.

Voilà donc une entreprise, La Redoute, plus que centenaire, qui a largement rapporté à ses propriétaires. Le dernier d'entre eux, M. Pinault, n'est pas à plaindre : d'après le magazine *Challenges*, la fortune de la famille Pinault se monterait en 2013 à 11 milliards d'euros. Mais la distribution a évolué et l'entreprise n'est aujourd'hui plus rentable. En effet, les normes capitalistes du secteur sont désormais celles des nouveaux venus dans le commerce en ligne, avec des conditions d'exploitation des salariés dans les entrepôts géants beaucoup plus performantes, des équipements électroniques sophistiqués, etc.

Après un premier plan de 678 suppressions d'emplois en 2008, la filiale du groupe Printemps-Pinault-Redoute, devenu depuis Kering, est mise en vente en 2009. Le groupe Kering est si soucieux de se débarrasser de ce qui est devenu pour lui un boulet qu'il offre de céder l'entreprise pour un euro symbolique. En 2013, des repreneurs, eux-mêmes cadres de l'entreprise, annoncent qu'ils feront affaire moyennant un plan préalable de réorganisation et de suppressions d'emplois. La maire de Lille et présidente de la communauté urbaine de Lille, Martine Aubry, qui s'en va répétant « l'emploi, l'emploi, l'emploi » dans sa campagne municipale, avait rencontré le PDG de Kering en novembre 2013.

*Le président Pinault nous a dit clairement « La Redoute a un savoir-faire qui permet sa pérennité et son avenir industriel ». Il a dit « je choisirai le repreneur en fonction de cette pérennité, de la solidité industrielle et des effets sur l'emploi », c'est un message que nous entendons... Nous*

*n'avons pas souhaité parler de plan social car nous considérons que nous sommes avant la cession... Les salariés, avant de rentrer dans un plan social, doivent être convaincus que ce projet ait une pérennité. (Le Nouvel observateur, 12 novembre 2013)*

### La social-démocratie soutient les licenciements

Forts de la confiance ainsi témoignée par cette éminente représentante de la social-démocratie, Kering et les repreneurs potentiels vont leur chemin pendant que grèves, pétitions et manifestations se succèdent. Le 14 janvier, les plans de licenciements sont rendus publics : 1 178 suppressions de postes sur 3 487 salariés, plus encore 172 autres sur 569 salariés dans le secteur des relais-colis, avec l'engagement de la société-mère Kering de poser 520 millions d'euros sur la table pour financer plan social et réorganisation. Martine Aubry s'adresse alors en ces termes aux salariés :

*Le nombre de suppressions de postes qui a été annoncé est un choc, même si le nombre de prétraitements adoucit un peu les choses. Il est clair qu'il fallait sans doute en passer par une réduction des effectifs. Malheureusement, nous nous attendions à un chiffre de cet ordre. Ceux qui avaient été annoncés par les porteurs de projets financiers étaient plus importants encore. Maintenant, il faut un plan industriel qui convainque chacun et un plan d'accompagnement social qui rende moins douloureuses ces suppressions de postes. (La Voix du Nord, 14 janvier 2014)*

### Les directions syndicales finissent le travail au compte du patronat

Les directions syndicales n'avancent pas la revendication « aucun licenciement, maintien de tous les emplois », mais orientent le combat pour l'obtention de bonnes indemnités de licenciement, comme partout (y compris quand il s'agit de LO comme à PSA Aulnay).

Faire autrement impliquerait d'ouvrir une perspective politique, d'en appeler à tous les travailleurs, et pas seulement ceux de La Redoute : plus de 60 000 entreprises, de moins de 10 salariés à plusieurs centaines, ont fermé leurs portes en

2013. Le même nombre est prévu pour 2014. Une lutte contre tout licenciement impliquerait un combat d'ensemble contre le gouvernement et le patronat sur la ligne « *pas un seul licenciement, expropriation des entreprises qui licencient, dehors le gouvernement des patrons, pour un gouvernement des travailleurs* ». Mais les directions syndicales se gardent bien de franchir les bornes du dialogue social convoqué par Hollande comme avant lui Sarkozy. Ainsi la CGT de La Redoute a-t-elle défendu la plateforme suivante :

*Aucun licenciement contraint ; en cas de licenciement, une indemnité de 100 000 euros ; en cas d'externalisation de salariés vers une entreprise sous-traitante (ce qui équivaut à un licenciement), une indemnité de 100 000 euros également.*

De fil en aiguille, alors que les syndicats réclament encore 40 000 euros d'indemnités et 1500 euros par année d'ancienneté, ainsi que 36 mois de congés reclassement, les repreneurs proposent comme dernière offre 15 000 euros d'indemnités de départ et 750 euros par année d'ancienneté de un à dix ans, 1 000 euros de onze à vingt ans et 1 200 euros au-delà dans la limite de 24 mois de salaire. Avec un ultimatum qui prend fin au 21 mars à 14 h : ou bien les syndicats de l'entreprise signent cet accord, ou bien Kering reprend son offre de 520 millions et met la société en faillite. Aubry exhorte les syndicats à accepter les propositions de la direction pour :

*Redresser cette entreprise pour qu'elle retrouve un avenir... Ce que je dis aux syndicats c'est : ce plan social, vous avez obtenu beaucoup, continuez à y travailler aujourd'hui mais n'oubliez pas qu'une fois prises les mesures pour ceux qui partent, l'essentiel c'est de redresser La Redoute. M. Pinault va mettre plus de 500 millions d'euros au-delà du plan social pour investir et compenser les pertes. (France bleu Nord, 10 mars 2014)*

Seule la CFE-CGE se prononce pour la signature, CGT et SUD sont contre. Les adhérents de la CFDT votent contre, malgré la position favorable de leurs directions locale et nationale.

Vendredi 21 mars, devant les grilles de l'entreprise, une partie des salariés manifestent contre la signature tandis qu'une autre partie manifeste pour la signature. Constatant l'absence d'un accord majoritaire avec les syndicats, les repreneurs annoncent qu'ils s'en remettent désormais au tribunal de commerce et que la mise en faillite

est en vue. Les travailleurs se retrouvent ainsi coincés et divisés entre ceux qui pensent qu'il faut en rester là au risque de tout perdre et ceux qui espèrent pouvoir encore obtenir de meilleures indemnités. Finalement, la direction nationale de la CFDT décide le 24 mars de valider l'accord contre sa base. De bout en bout, c'est le patronat qui a mené la danse.

### **Tandis que PCF et PdG vantent la relance et un capitalisme débarrassé de ses tares**

Le Parti communiste français et le Parti de gauche ont déclaré leur solidarité avec les travailleurs de La Redoute et se sont associés à leurs actions. Mais quelle ligne défendent-ils ? Pour le PCF du Nord :

*Nos entreprises, nos PME, nos TPE ont besoin avant tout d'être défendues face au dumping social et fiscal mais elles ont surtout besoin de commandes et de travail.*

Pour le PdG :

*Après avoir pompé les caisses de La Redoute sans investir, le groupe Kering et François Pinault retirent leurs billes et ce sont les salariés qui vont payer la facture. Les retards dans la modernisation technologique ou dans le passage au e-commerce ne peuvent être imputés aux salariés qui par leur travail ont fait la fortune du patronat du textile depuis un siècle.*

Les entreprises sont à nous, dit le PCF. Depuis quand ? Pourquoi les licenciements, alors ? Comme ni l'un ni l'autre n'ouvre la perspective d'en finir avec le capitalisme, le PCF enfourche le cheval du protectionnisme et de la relance par l'État, tandis que le PdG s'imagine meilleur capitaliste que Pinault lui-même, lequel, sans doute aveuglé par une politique à courte vue, aurait scié la branche où il était assis en refusant d'investir...

Ce ne serait donc pas le capitalisme à son stade pourrissant qui porterait inexorablement la régression sociale ; il suffirait d'opposer, aux « licenciements boursiers » et à la « rigueur », le déficit budgétaire et de conseiller à messieurs et mesdames les patrons d'augmenter les salaires et de privilégier « l'investissement productif » pour soutenir l'économie nationale.

Mais comme une augmentation salariale, en même temps qu'elle accroîtrait temporairement

le pouvoir d'achat, augmenterait inévitablement les coûts, rendant les entreprises moins compétitives, il faudrait éviter que les consommateurs achètent les marchandises de « l'étranger », d'où les campagnes pour le patriotisme économique. Comme s'il était possible de cultiver sous serre un capitalisme français bien protégé des concurrents extérieurs ! Quant à l'investissement, il a toujours pour but, dans le capitalisme de procurer du profit (et non de satisfaire les besoins), donc les capitalistes le réalisent là où leur taux de profit est le meilleur, comme le font les entreprises du CAC 40, dont Kering dont 2/3 des effectifs sont basés hors de France. Mais ces fables reprises en chœur tiennent lieu de substitut à la lutte contre la bourgeoisie française et à la véritable rupture avec Hol-

lande. Elles n'ouvrent aucune perspective pour les travailleurs et font le lit du nationalisme chauvin, poison pour la classe ouvrière.

Face au soutien éhonté au patronat et aux trahisons successives, les résultats au premier tour des élections municipales à Lille et Roubaix sont éloquentes : Aubry perd à Lille plus de 10 % de voix par rapport à 2008 et l'abstention frôle les 53 % ! À Roubaix, siège de La Redoute, l'abstention dépasse les 60 % et, comme l'y résume un anonyme interrogé par *France 3* : « on s'en tamponne le coquillard des élections en ce moment, avec ce qui se passe là ! »

2 avril 2014

## Enseignement secondaire

### Maintien intégral des décrets de 1950, retrait du projet de décret Peillon !

Quelques jours avant de quitter le gouvernement Hollande, Vincent Peillon a dévoilé un projet de décret destiné à modifier la définition du métier des enseignants des collèges et des lycées. Ce projet, négocié depuis novembre 2013 avec toutes les directions syndicales (FSU, SE-UNSA, CGT, SUD, FO, SGEN-CFDT), abroge, par son article 10, les décrets de 1950 qui limitent le temps de travail et le définissent comme opéré devant les élèves : 15 heures par semaine pour les professeurs agrégés, 18 heures pour les certifiés.

Tous les gouvernements précédents, malgré les exigences de la réaction depuis des décennies, avaient reculé sur la mise en cause de ces statuts. Il est revenu au gouvernement Hollande de supprimer cette protection des enseignants. L'abrogation des décrets de 1950 et le projet de décret qui les remplace ouvrent donc la voie à une plus grande flexibilité, à l'inégalité des traitements, à l'annualisation du temps de travail.

L'article 2 prévoit, en plus des heures d'enseignement hebdomadaires actuelles, que les enseignants sont tenus d'assurer toutes sortes d'autres tâches. Le soutien scolaire et les conseils pour l'orientation sont ajoutés aux obligations, ce qui les fait passer sous l'autorité des supérieurs hiérarchiques et en fait des critères d'évaluation. Des dérogations pourront être mises en place par les chefs d'établissements et les organes de cogestion (conseil d'administration du LP, du lycée, du collège). C'est la porte ouverte aux passe-droits et autres récompenses pour les professeurs les plus zélés.

Enfin, sur la base du volontariat (pour l'instant !) un enseignant pourra exercer dans une matière qui n'est pas sa spécialité. Pour faire avaler la pilule, le décret prévoit des rétributions pour les enseignants d'éducation prioritaire et de BTS.

Le PS Peillon quitte le gouvernement en ayant rendu de grands services à la bourgeoisie. En plus de la « refondation » de l'école dont l'un des décrets emblématiques est d'allonger d'une demi-journée hebdomadaire le temps de travail des professeurs des écoles, Peillon a ouvert la voie à la flexibilité des tâches et du temps de travail des professeurs du secondaire, à leur soumission aux principaux et proviseurs.

Alors que les salaires sont gelés, que l'avancement à l'ancienneté est menacé, que les suppressions de postes de Sarkozy sont très loin d'être compensées et qu'il faudra 43 annuités pour avoir une retraite pleine, les représentants syndicaux ont aidé le gouvernement à attaquer les décrets de 1950. Le rôle d'un syndicat est, au contraire, de défendre les intérêts des travailleurs. Pour arracher le retrait du projet de décret, les travailleurs de l'enseignement doivent s'organiser et exiger des dirigeants syndicaux qu'ils cessent de discuter des attaques, qu'ils rompent avec le gouvernement Hollande-Valls-Hamon, qu'ils se prononcent pour la défense des statuts, le maintien intégral des décrets de 1950, le retrait du projet Peillon.



# Front national, Printemps français

## Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde

*Une nation dont la richesse croît rapidement a des réserves suffisantes pour concilier les classes et les partis hostiles. Lorsque, au contraire, les contradictions sociales s'exacerbent, la base politique de compromis disparaît. (Léon Trotsky, *Le Marxisme et notre époque*, 1939)*

### Multiplication de maires FN et d'exactions fascistes

En 2002, Le Pen père bat Jospin au premier tour de l'élection présidentielle parce que le gouvernement PS-PCF-PRG-Verts a trahi les travailleurs. En 2014, 12 maires Front national ou apparentés, 1 546 conseillers municipaux FN sont élus parce que le gouvernement PS-PRG-EELV a trahi les travailleurs.

Les journalistes présentent souvent le FN comme le parti qui a remplacé le PCF dans la classe ouvrière. Alors que 597 listes FN étaient présentées, 6 % de la catégorie socio-professionnelle des « ouvriers » inscrits sur les listes électorales ont voté FN. Selon l'institut de sondage OpinionWay (*Le Figaro*, 23 mars 2014), parmi ceux qui ont voté au 1<sup>er</sup> tour, 20 % des chômeurs ont choisi le FN (33 % pour la « gauche » et 2 % pour « l'extrême-gauche » ; 12 % des « ouvriers » (39 % pour la « gauche » et 2 % pour « l'extrême-gauche ») ; 9 % des « employés » (41 % pour la « gauche » et 2 % pour « l'extrême-gauche ») ; 7 % « des « professions intermédiaires » (48 % pour la « gauche » et 1 % pour « l'extrême-gauche »).

Toute la bourgeoisie, pour exploiter et régner, entretient le mythe d'une unité nationale entre les classes du pays et tente de diviser les travailleurs entre eux. Le FN est, parmi ses partis, celui qui mise le plus sur le nationalisme et la xénophobie, une véritable machine de haine ethnique contre la solidarité ouvrière.

L'enracinement d'un parti raciste est gros de dangers politiques pour le mouvement ouvrier, la classe ouvrière et particulièrement ses couches les plus opprimées et exploitées, les ouvriers et les employés étrangers. Les agressions croissantes des nervis fascistes les corroborent.

- Le 18 novembre 2012, des fascistes rouent de coups les militantes féministes Femen et une journaliste ;

- Le 21 janvier 2013, des locaux du PS sont vandalisés dans le Val-de-Marne et les Hauts-de-Seine ;
- Le 7 avril 2013, un local des militants homosexuels LGBT est dévasté à Paris ;
- Le 26 mai 2013, une poignée de fascistes occupe en plein jour le siège national du PS ;
- Le 5 juin 2013, un groupe de fascistes assassinent Clément Méric, militant antifasciste et syndicaliste étudiant ;
- Le 26 janvier 2014, deux dizaines de milliers de nazis, de royalistes, de racistes et de bigots de tout poil se rassemblent pour exiger la démission de Hollande.

Depuis la crise capitaliste mondiale, les partis xénophobes obtiennent partout en Europe des scores électoraux significatifs. Parmi eux, certains recourent à la violence contre leurs adversaires politiques, les travailleurs immigrés, les minorités nationales : Aube dorée (Grèce), Svoboda (Ukraine), Praviy sektor (Ukraine), Jobbik (Hongrie)...

### Une opération réussie de « dédiablement » ?

Les instituts de sondage et bien des journalistes attribuent le succès électoral du Front national à une « dédiablement » réussie par Marine Le Pen, héritière du parti de son père en attendant de l'être de son parc et de sa somptueuse résidence de Saint Cloud. Le « Collectif Racine » dans l'enseignement et le « Rassemblement bleu marine » pour le scrutin local auraient concrétisé la manoeuvre. La mutation réussie accomplie par Marine Le Pen aurait permis d'attirer un certain nombre de personnalités (dont le capitaliste Marionnaud, le fondateur de RSF Ménard, l'avocat Collard...) et de rallier des responsables d'autres formations : le PS Ouchikh, le MPF Couthaux, les UMP Rouvier et Martel, les MRC Lemaire, Laupies, Avello, Jaffré, Lebreton...

En fait, la « dédiablement » date de 40 ans. Le FN est fondé en 1972 par une organisation fasciste, Ordre nouveau (Longuet, Robert, Goasguen... aujourd'hui à l'UMP), comme un front électoral, une machine à rassembler « l'extrême-droite » et à faire des voix. Un autre fasciste, Jean-Marie le Pen, en prend le contrôle en 1973 et continue à jouer la carte de la légalité.

Une partie du FN scissionne en 1974 pour réaffirmer une stratégie de fascisme avoué avec le PFN. En 1981, quand l'« Union de la gauche » PS-PCF-PRG-PSU accède au pouvoir, le PFN croit venue l'heure du fascisme. En 1982, ses nerfs attaquent deux ministères dirigés par le PCF, puis un défilé d'anciens combattants du PCF. Mais il ne trouve pas de base sociale suffisante et se disloque en 1984.

*Le fascisme remet en selle des classes qui se trouvent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs ; il les organise, les militarise grâce aux moyens du capital financier, sous la couverture de l'État officiel, et les envoie écraser les organisations prolétariennes, des plus révolutionnaires aux plus modérées. (Léon Trotsky, La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 1932)*

L'échec du PFN conforte les choix légalistes et électoraux du FN. Le FN s'apparente au fascisme par le culte du chef, par les liens étroits qu'il entretient avec l'appareil répressif de l'État bourgeois (police, armée, services secrets) et par le racisme comme exutoire à la crise économique et politique du capitalisme. Il s'en distingue parce qu'il n'attaque pas physiquement le mouvement ouvrier et qu'il s'inscrit dans la démocratie bourgeoise. C'est ce que lui reproche la galaxie de groupes fascistes (AF, GUD, BI-GI, E&R, L'OF, 3V-JNR, etc.) récemment fédérés autour de l'antisémitisme Dieudonné ou du Printemps français anti-homosexuel.

Tant que les propos racistes et les signes nazis restent internes, la firme Le Pen les tolère ; tant que la violence se borne à la protection du FN, les ner-

vis sont bienvenus dans sa milice (DPS). Par contre, le FN écarte périodiquement des membres qui affichent en public une nostalgie trop voyante pour le fascisme allemand (d'autant que son apogée de 1940 évoque fâcheusement l'humiliation de l'impérialisme français) ainsi que ceux qui sont trop impatients de s'en prendre physiquement aux immigrés et aux militants ouvriers. Ainsi, Le Pen fille s'est débarrassée en 2014 d'un certain nombre de candidats compromettants, comme Le Pen père avait dénoncé à la police un des assassins de Brahim Bouarram en 1995, comme son beau-frère, Maréchal, avait abandonné à la justice ses sbires qui avaient attaqué en 1998 un militant antifasciste.

### Le « front républicain » renforce le Front raciste

« Tête haute, mains propres » était le slogan du FN pour les élections municipales de 1995. Le Pen père a bâti sa fortune grâce au FN (et à ses dépens). On imagine ce que donnerait un parti de ce type à la tête de l'État. Dans les communes, il a fait pire que les autres partis : trois maires frontistes sur quatre ont été condamnés par la justice.

Que le FN gonfle doit moins à l'habileté de son ex-président et de sa présidente qu'à la prolongation de la crise capitaliste en France et à la reprise de ses thèmes réactionnaires par l'UMP, le parti « républicain » pour qui la LCR, le PCF et le PS (ainsi que les dirigeants de la CGT, de la CFDT, de Solidaires, de l'UNSA, de la FSU, de l'UNEF...) ont appelé à voter au second tour de l'élection présidentielle de 2002, le PS récidivant au second tour des municipales en 2014. Le « front républicain » prouve que, pour les réformistes, rien de décisif ne les sépare des partis bourgeois comme l'UMP ou l'UDI. Outre que l'UMP se garde bien de renvoyer l'ascenseur, les désistements en sa faveur confortent la prétention du FN qu'il est seul face au « système » et à « l'UMPS ».

Pour défendre la république bourgeoise, la milice du parti gaulliste RPF-UNR-UDR-RPR-UMP (le SAC composé de barbouzes, de fascistes et de délinquants) attaquait dans les années 1950 les militants du PCF et du PCI, espionnait la CGT, enlevait des manifestants pour les matraquer dans ses locaux, dressait à la même époque des listes de militants syndicalistes et politiques à enfermer dans les stades.



La base de l'UMP est majoritairement partisane de l'alliance avec le FN. Lors du mandat présidentiel précédent, à l'intérieur même de l'UMP, la Droite populaire (pas moins de 35 députés en 2010) doubla parfois sur sa droite le FN.

*Mardi, pour sa première année d'existence et à deux jours du 14 Juillet qu'il compte « fêter dignement », l'influent collectif parlementaire représentant l'aile droite de l'UMP a décidé d'organiser un « apéritif saucisson-vin rouge » dans le salon Gabriel de l'Assemblée nationale. Une initiative qui, dans son intitulé au moins, n'est pas sans rappeler les différents « apéros saucisson-pinard » organisés par le Bloc identitaire ou Riposte laïque, deux groupes radicaux en première ligne contre « l'islamisation de la société française ». (Le Journal du dimanche, 11 juillet 2011)*

Le conseiller présidentiel Buisson, installé à l'Élysée de 2007 à 2012, était un fasciste. La mise en accusation en 2012 des Roms, des musulmans, des « assistés » (les travailleurs rejetés par le capital), des syndicalistes, des « fonctionnaires » (à l'exception de ceux des douanes, prisons, casernes, gendarmeries et postes de police) par Sarkozy n'avait rien à envier aux discours traditionnels des groupes fascistes et du FN.

Aujourd'hui, la frontière qui sépare l'UMP de Sarkozy et Copé, l'UDI de Borloo, le PDC de Boutin, le MPF de de Villiers, le MRC de Chevènement... du FN est aussi poreuse que celle qui sépare le FN de la mouvance nazie.

### Les « réformistes » répandent le poison du nationalisme chez les travailleurs

L'accession au pouvoir du FN signifierait une marginalisation du mouvement ouvrier traditionnel. La contre-révolution fasciste équivaudrait au choix par la bourgeoisie de se passer des bureaucraties ouvrières, de les détruire, pour atomiser et terroriser les travailleurs salariés. Pourtant, les partis parlementaristes (PS, PCF, PdG) et les bureaucraties syndicales, involontairement, créent un terrain favorable au parti fascisant et aux groupes nazis.

*Les réformistes sont des gens qu'en règle générale on paye d'une façon ou d'une autre pour qu'ils consolident la domination du capitalisme par de petits rafistolages, pour qu'ils endorment les masses populaires et les détournent de la lutte révolution-*

*naire. (Lénine, Un tournant dans la politique mondiale, 1917)*

Les bureaucraties syndicales et les partis ouvriers dégénérés répandent le poison nationaliste qui profite à l'UMP et au FN. Tous n'ont cessé de parler aux jeunes et aux travailleurs de « la France », de « la patrie », de « la nation », de « l'intérêt national », de la « solidarité nationale », de la « compétitivité nationale »... Pour le PS et l'appareil de la CGT, la trahison date de 1914 ; pour le PCF, de 1934. Depuis, tous arborent le drapeau tricolore, le drapeau des Versaillais, des colonialistes, des responsables de deux guerres mondiales, celui de l'UMP et du FN, au côté ou à la place de son antagonique, le drapeau rouge, celui des exploités, de la Commune de Paris et de la Révolution russe.

*Un socialiste qui se réclame aujourd'hui de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que celui joué jadis par les paysans vendéens prenant la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes. (Trotsky, Manifeste de la 4<sup>e</sup> Internationale, 1940)*

En 1981, le PCF lance une campagne « *produisons français* ». En 2010, la CFDT, la CGT et FO participent, avec le MEDEF et la CGPME, aux « *États-généraux de l'industrie française* » convoqués par Sarkozy. Il en sort la marque « *origine France* ». En 2012, le ministre PS du Redressement productif Montebourg lance une campagne « *achetons français* ». Pour cela, il paye de sa personne à la une du *Parisien* en arborant une marinière « *origine France* » d'Armor Lux devant un drapeau tricolore (le patron d'Armor Lux récompensera de cette publicité gratuite le gouvernement en coiffant en 2013 de bonnets rouges, fabriqués en Grande-Bretagne, les manifestants contre la taxe sur les transports routiers).

La plupart des réformistes (POI, PCF, PdG, CGT, FO, FSU...) attribuent à l'Union européenne les difficultés de l'économie française, frayant la voie à la démagogie du FN qui s'évertue à trouver dans l'étranger (dans et hors le territoire) la cause des difficultés qui seraient communes aux « *entreprises* » françaises et aux salariés français.

Le 24 décembre 1980, le maire PCF de Vitry fait abattre au bulldozer un foyer de travailleurs étrangers ; le secrétaire général du PCF, Marchais, déclare peu après : « *Il faut arrêter l'immigra-*

tion » (*L'Humanité*, 6 janvier 1981). Le 10 février 2010, le maire PCF de Bagnolet fait détruire au tractopelle un immeuble de sans-papiers pendant qu'ils sont au travail, ensevelissant tous leurs biens ; LO reste dans la majorité municipale. Le ministre PS de l'Intérieur Valls, qui expulse plus de sans-papiers que ses prédécesseurs UMP Hortefeux et Guéant, déclare en septembre 2013 que des ressortissants européens sont incompatibles avec la France, à cause de leur ethnie.

*Oui, il faut dire la vérité aux Français. Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation avec les populations locales, a-t-il ajouté. C'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion... Il n'y a pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconduire (ces populations) à la frontière. (Libération, 24 septembre 2013)*

Le plus xénophobe des partis bourgeois, le FN, s'engouffre dans l'affaiblissement de la conscience de classe des exploités, de leur solidarité de classe quelle que soit leur couleur de peau, leur nationalité, leur sexe, leur orientation sexuelle... contre la minorité exploiteuse. Il élargit la brèche creusée par les bureaucraties ouvrières chauvines.

### **Les trahisons des partis ouvriers traditionnels et des chefs syndicaux font le jeu du fascisme**

Tous les partis réformistes attribuent la crise économique non au capitalisme, mais à une mauvaise politique économique. Pour le PCF, le PdG, le POI, cette politique économique n'est pas dictée par la classe dominante, mais de l'extérieur, par l'étranger d'où viennent tous les malheurs. Le PS, le PCF, le PdG, LO, le NPA isolent la finance du reste du capitalisme, recourant la démagogie fasciste la plus éculée.

*Le fascisme s'emploie d'abord à transmuier l'anticapitalisme des masses en nationalisme... il préserve ses bailleurs de fonds de la colère populaire en détournant l'anticapitalisme des masses vers la « ploutocratie internationale ». (Daniel Guérin, Fascisme et grand capital, 1936)*

Pour une partie du PS, le PCF, le PdG et le NPA, cette politique erronée est le libéralisme économique ou néo-libéralisme. Ils ne sont pas les

seuls en ce combat douteux qui épargne le mode de production capitaliste. Voici ce qu'en dit le parti fascisant :

*L'Union européenne, cheval de Troie de la mondialisation ultralibérale (FN, Notre projet, 2012, p. 4) ; l'interruption des processus de libéralisation (p. 20) ; la logique ultra libérale qui dirige l'Union européenne (p. 22) ; l'Union européenne, asservie par sa dette et par l'euro, est un instrument au service d'une idéologie ultra-libérale mondialiste et des intérêts du secteur financier (p. 47) ; le déploiement de l'idéologie néo-libérale et mondialiste, et sa conséquence la crise financière. (p. 60)*

Les réformistes s'en remettent à l'État bourgeois pour sauver le capitalisme et la propriété privée. Ainsi, ils ouvrent la voie à « l'État fort » (fort contre les exploités, faible avec les capitalistes).

*C'est naturellement l'État qui sera le fer de lance de ce réarmement de la France : un État fort capable d'imposer son autorité aux puissances d'argent, aux communautarismes et aux féodalités locales. (FN, Notre projet, 2012, p. 4)*

*L'économie fasciste n'est qu'une forme accentuée de l'économie capitaliste dite dirigée. (Daniel Guérin, Fascisme et grand capital, 1936)*

La classe ouvrière est cycliquement déçue, les classes petites-bourgeoises (indépendants, cadres) sont périodiquement repoussées par les politiques menées par les gouvernements auxquels participent les partis ouvriers traditionnels. À chaque fois, ceux-ci servent la minorité capitaliste au nom de « l'intérêt général » et de « la France », au détriment des prolétaires mais aussi des classes intermédiaires.

La déception politique des travailleurs se combine souvent à l'écoeurement et au désespoir sur les lieux de travail. Les organisations syndicales sont déstabilisées face à la montée du chômage, aux fermetures de sites, aux faillites d'entreprise. Pire, les directions confédérales abandonnent les revendications et sacrifient les acquis pour négocier les plans capitalistes contre les retraites, les salaires, la limitation du temps de travail, l'indemnisation des chômeurs, les statuts des fonctionnaires... Certaines signent, d'autres pas, mais toutes font au patronat et à l'État bourgeois des « propositions », toutes acceptent de discuter des attaques dans « l'intérêt national ».

Tant que le pays est capitaliste, l'intérêt national est déterminé par la classe capitaliste. Si le profit est



14 avril 1981, Marchais, secrétaire général du PCF

5 juin 2013, affiche du PdG

insuffisant, le capitalisme local ne peut faire face à la concurrence. Alors, les travailleurs du pays (nationaux comme étrangers) doivent multiplier les concessions à ceux qui possèdent les moyens de production (que les entreprises soient françaises ou des filiales de groupes étrangers n'y change rien). Les salariés doivent accepter de toucher moins, de travailler plus vite ou plus longtemps, de partir plus tard en retraite, d'être limogés... sans que la détérioration du sort des producteurs cesse, puisque l'avidité du capital est sans limite.

*La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'État, elle doit aboutir à la revendication d'un État dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. (Lénine, La Débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre, 1917)*

### Les contorsions programmatiques et politiques du parti fascisant

La fille a beau succéder au père, la tradition pétainiste perdure.

*Pour illustrer le site des candidats, il leur est demandé notamment des photos de mairie, de gendarmerie, de caserne de police ou de clocher d'église. (Le Parisien, 17 février 2014)*

La seule différence entre Le Pen père et Le Pen fille est la volonté de la seconde de conduire le FN au pouvoir. À cette fin, elle reprend la stratégie de Mégret (et réintègre une partie des cadres du FN qui avaient été expulsés avec lui en 1998 par Le Pen père) : siphonner l'électorat de l'UMP et faire exploser le principal parti bourgeois du pays.

Cependant, les contradictions du FN lui-même, entre son aile fasciste et son aile conservatrice, entre la fraction de la bourgeoisie qu'il sert et qui

le finance en retour (le capital français le moins internationalisé, les petits patrons), sa base militante (flics privés et publics, militaires, petits commerçants, artisans, paysans, professions libérales, petit encadrement, étudiants en droit...) et son électorat le plus populaire (qui inclut des chômeurs et des travailleurs salariés, surtout dans le nord et l'est, les régions qui ont le plus souffert du déclin du capitalisme français) ne peuvent que s'accroître.

Les discours de tout chef politique bourgeois sont par nature populistes et mensongers, puisqu'il doit obtenir le soutien à une classe ultraminoritaire de la part d'une partie des classes sociales qui lui sont subordonnées. Un bel exemple de trucage est l'invocation de Jean Jaurès par Sarkozy et Le Pen, alors qu'ils sont les héritiers politiques des calomnieurs et des persécuteurs des militants des internationales ouvrières, pour ne pas dire des assassins de Jaurès.

En matière de démagogie, les partis fascistes comme le FN ne sont dépassés que par les aventuriers des partis fascistes. Donc, il ne faut pas prendre au pied de la lettre le programme officiel du FN (*Notre projet*, 2012). Néanmoins, le parcourir est instructif.

- « *Le non respect par un demandeur d'emploi des obligations imposées par Pôle Emploi sera plus sérieusement vérifié* » (p. 66). Davantage de contrainte sur les chômeurs : aucun différence avec les économistes libéraux et l'UMP pour qui les fraudeurs sont les bénéficiaires du RMI ou de l'allocation chômage, pas les capitalistes comme Liliane Bettencourt.
- « *L'apprentissage à 14 ans sera rétabli* » (p. 28) ; « *l'objectif sera de passer à environ 700 000 d'apprentis contre 500 000 aujourd'hui. La suppression du collège unique et la valorisation des filières professionnelles participeront de cet effort* » (p. 61). Suppression du collège qui tente de brasser toutes les classes sociales, rétablissement du droit d'exploiter des adolescents (pas les enfants des dirigeants du FN) : c'est la réaction. L'apprentissage est le seul contrat précaire mentionné dans le programme : l'emploi selon le FN, c'est celui qui a la préférence des patrons.

- « *L'institution d'une Contribution Sociale aux Importations égale à 5 % du montant des biens importés* » (p. 72) : créer ou augmenter des droits de douane renchérit le prix des produits importés (dont le pétrole et le gaz) et fait courir le risque de mesures de rétorsion des États étrangers envers les exportations françaises ; en outre, l'UE repose sur la suppression (réciproque) des droits de douane pour tous les États-membres (et la fixation de droits de douanes communs aux frontières de l'UE) : cette taxe impose donc, au préalable, de quitter l'UE... alors que le programme parle hypocritement de « *renégociation nécessaire des Traités européens* » (p. 6).
- « *Lorsque l'on constate la situation de délabrement actuel du secteur public (santé, police, justice, armée,..)* » (p. 89). La liste est parlante : le « secteur public » du FN, c'est avant tout l'appareil répressif de l'État bourgeois, ce qui éclaire aussi sur son « *État fort* ». L'argent y sera : « *Revenir à un effort de défense suffisant en parvenant progressivement sur cinq ans à 2% du PIB* » (p. 4) ; les libertés un peu moins : « *Mise en place d'une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre concernant l'exercice de leurs fonctions* » (p. 19).
- « *Des syndicats plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation)* » (p. 67). Le FN annonce qu'il veut empêcher la lutte de classe des salariés et accentuer la transformation des syndicats en organes de collaboration de classe, intégrés à l'État bourgeois « fort ».
- « *La défense du patrimoine sera remise au premier plan, qu'il s'agisse des monuments historiques ou du patrimoine rural (églises ou autres), faisant l'objet d'un plan d'urgence* » (p. 25). Le FN affecte la laïcité, mais pas question de supprimer les subventions publiques à l'Église catholique (écoles privées, clergé de l'Est, etc.). Et quand elle se révèle incapable d'entretenir ses lieux de culte, généralement sans intérêt architectural, le FN propose d'y mettre l'argent de tous. La prétendue laïcité du FN est discriminatoire, elle s'applique uniquement aux musulmans et aux israélites (« *combattre le communautarisme et le fondamentalisme*

*islamique* », p. 105). Le FN vise aussi les enseignants : « *la laïcité qui est non seulement la neutralité religieuse mais aussi la neutralité politique sera appliquée avec la plus grande fermeté* » (p. 27).

### Comment se débarrasser du front raciste et des groupes nazis ?

Toutes les organisations ouvrières et étudiantes devraient s'unir pour défendre les élèves et travailleurs étrangers contre la police, se protéger des bandes fascistes et interdire, dans les quartiers populaires, aux portes des lieux de travail, dans les lieux d'études, toute propagande raciste organisée.

*Une première manifestation s'est déroulée ce matin devant le commissariat de Saint-Nazaire, à l'initiative du collectif Uni(es) contre l'immigration jetable. Fayçal Le lycéen, arrivé à Saint-Nazaire à l'âge de 16 ans, poursuit des études au lycée Bouilloche. Hier, il a été contrôlé à Saint-Nazaire et placé en rétention au commissariat, d'où il est sorti avant midi, mais avec une nouvelle obligation de quitter le territoire. La mobilisation s'est renforcée dans l'après-midi. 200 lycéens se sont réunis devant le lycée Bouilloche... Ils réclament que leur copain puisse terminer ses études librement. (Ouest France, 3 avril 2014)*

Pour saper la xénophobie et le fascisme, il faut ouvrir une perspective radicale aux chômeurs, aux salariés, aux jeunes en formation, aux paysans... Les directions actuelles du mouvement ouvrier ne peuvent le faire car elles sont soumises à la classe dominante. Il faut donc un nouveau parti, un parti ouvrier révolutionnaire, communiste, internationaliste.

Il luttera pour l'interdiction des licenciements, la diminution du temps de travail, pour l'auto-organisation des salariés, pour l'autodéfense, pour un gouvernement des travailleurs, pour la destruction de l'État bourgeois, pour l'expropriation du capital.

Seuls la dictature du prolétariat, la planification de la production par les conseils de travailleurs, les États-Unis socialistes d'Europe ouvrant la voie à la fédération socialiste mondiale, peuvent mettre fin à l'exploitation et à l'oppression, extirper les préjugés ethniques, permettre l'épanouissement individuel.

5 avril 2014



## Déclaration internationale, 8 mars

### Impérialismes américain, européens, russe, hors d'Ukraine !

#### Une indépendance bourgeoise factice

Les travailleurs d'Ukraine et de Crimée ont souffert du régime stalinien, de la fin des années 1920 à celle des années 1980, comme producteurs soumis à la domination de la bureaucratie étatique, mais aussi comme Ukrainiens ou comme Tatars. Ils ont subi en 1941 l'invasion impérialiste allemande, quand les nazis ont colonisé le pays, réduit ses habitants à l'esclavage et exterminé la minorité juive qui avait été sauvée par l'Armée rouge en 1920 des pogroms des nationalistes bourgeois ukrainiens ou des contre-révolutionnaires russes antisémites, aidés par l'armée impérialiste française et l'armée impérialiste britannique.

Faute d'une internationale ouvrière révolutionnaire, les producteurs des pays à économie collectivisée n'ont pu chasser la bureaucratie usurpatrice, malgré plusieurs tentatives héroïques (en particulier en Allemagne de l'Est en 1953, en Hongrie en 1956 et en Pologne en 1971).

Avec le rétablissement du capitalisme par la bureaucratie étatique et l'éclatement de l'URSS au début des années 1990, les nouveaux capitalistes (« oligarques ») ont pillé la propriété collective en même temps que le grand banditisme réapparaissait. La privatisation a conduit à l'effondrement du niveau de vie des travailleurs, au raccourcissement de l'espérance de vie, au creusement des inégalités. Toutefois, l'Ukraine conserve un système social relativement généreux, en comparaison de pays similaires, même si les salaires sont relativement faibles (inférieurs à ceux de la Roumanie et de la Bulgarie).

La bureaucratie comportait des courants pro-bourgeois, y compris fascistes.

*« Au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme jusqu'au fascisme achevé. Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Les éléments fascistes, et en général contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial... »* (Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4<sup>e</sup> Internationale*, 1938)

La dislocation de l'URSS a fait réapparaître toutes sortes d'organisations nationalistes bourgeoises, qui vont des « libérales » pro-occidentales aux fascistes. L'indépendance politique de 1991 a répondu aux aspirations nationales, sans que le nouvel État capitaliste puisse échapper à l'attraction contradictoire de l'impérialisme russe reconstitué qui tente de maintenir une zone d'influence et de l'impérialisme allemand, à qui la disparition de l'URSS et du COMECON a ouvert des opportunités à l'Est.

*« L'Allemagne est trop grande pour se contenter de commenter les affaires du monde. »* (Frank-Walter Steinmeier, ministre SPD des Affaires étrangères, 30 janvier 2014)

L'Ukraine a été secouée par la crise capitaliste mondiale de 2008 – son PIB a chuté de 15 % en 2009 – mais les impérialismes ouest-européens et russe l'ont massivement secourue, respectivement pour sauver leurs banques et pour continuer à exporter leur gaz.

Ce pays est devenu le théâtre d'un conflit opposant les États-Unis et l'Union européenne à la Russie. C'est ainsi que le refus, le 21 novembre, par le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, probablement sous la pression de la Russie, de signer avec l'Union européenne un accord d'association négocié depuis sept ans (avec suppression des tarifs douaniers, privatisations, baisse des dépenses publiques, dislocation du droit du travail...) n'a pas été apprécié des impérialismes occidentaux. Un tel accord avec l'UE était pourtant la poursuite de la politique menée par tous les gouvernements ukrainiens depuis l'indépendance de l'Ukraine, dont Ianoukovitch, sur fond de corruption à tous les niveaux du pouvoir.

Mais le parti de Ianoukovitch, le Partiya regioniv (Parti des régions), qui a obtenu 35 % des voix en 2010 est celui d'une clique d'oligarques qui penche pour l'alliance avec la bourgeoisie russe. Le président a préféré signer le 17 décembre un accord avec Poutine, apparemment plus généreux.

*« Ce n'est lié à aucune condition, ni à une hausse, ni à une baisse, ni au gel des avantages sociaux, des retraites, des bourses ou des dépenses. »* (Poutine, 17 décembre 2013)

L'État russe proposait d'acheter 15 milliards de dollars de dette ukrainienne sans condition, de diminuer d'un tiers les tarifs de livraison du gaz, dans la perspective d'un rapprochement avec l'Union eurasiatique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan) de Poutine. Il est vrai que l'Ukraine fait 40 % de ses échanges avec les républiques de l'ex-URSS et 20 % avec l'Union européenne.

## Une aspiration aux libertés démocratiques confisquée par d'autres cliques capitalistes

Le refus de cet accord, ainsi que la corruption généralisée à la tête de l'État ukrainien, ont déclenché des manifestations le 21 novembre, d'abord de la jeunesse, puis d'autres couches de la population. Le soulèvement fut massif, d'abord pacifique, porté par l'illusion que l'Union européenne leur offrirait un meilleur niveau de vie et plus de liberté, et il s'est encore développé à la suite de la répression des Berkut (les forces spéciales, largement infiltrées par les groupes fascistes) le 30 novembre, où des centaines de manifestants furent emprisonnés.

Le mouvement s'est alors développé, les manifestants ont occupé la place Maidan (place de l'Indépendance) à Kiev, plus en réponse à la répression qu'à l'accord avec l'UE. Les mots d'ordre étaient multiples et contradictoires, certains étaient l'expression légitime de la défense des libertés démocratiques et du refus de la domination étrangère, d'autres étaient réactionnaires et xénophobes, mais tous les manifestants, quoique pour des raisons différentes, demandaient la démission de Ianoukovitch. Les manifestations atteignirent 300 000 personnes.

Le 1<sup>er</sup> janvier, un des partis participant aux manifestations, Svoboda (Liberté), a organisé une marche de 15 000 fascistes pour célébrer le 105<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Stepan Bandera, qui participa à l'organisation de deux bataillons ukrainiens au sein de l'armée nazie.

La classe ouvrière, faute d'un parti internationaliste et révolutionnaire, n'a pas pu prendre la tête du mouvement pour la démocratie et le reliait au socialisme. Faute d'organes de type conseils, elle n'a pu défier le Parlement bourgeois ni ouvrir la perspective d'un gouvernement ouvrier et paysan.

L'influence des organisations nationalistes bourgeoises et même fascistes est liée au discrédit du marxisme et du socialisme. C'est au nom du « socialisme dans un seul pays » et du « marxisme-léninisme » que Staline a organisé la grande famine en 1932-1933 (Holodomor) causant la mort de 20 % de la population et déporté les Tatars de Crimée en 1945 (Sürgünlik) causant la mort de 40 % d'entre eux. Aujourd'hui, le « Komunistychna » Partia Ukraïny (KPU, Parti « communiste » d'Ukraine, 13 % des voix) est subordonné à la bourgeoisie russe, allié du Parti des régions et a même voté pour la loi liberticide du 16 janvier.

Le 16 janvier, la Rada (le parlement) vota une loi réprimant plus encore les mouvements – jusqu'à 15 ans de prison pour participer à des manifestations anti-gouvernementales –, ce qui eut pour effet de renforcer le mouvement. Des affrontements eurent lieu entre les manifestants et la police. Le 28 janvier, le Premier ministre démissionna, Ianoukovitch retira la loi, proposa l'amnistie des prisonniers sous condition d'évacuation des bâtiments occupés, proposa des postes de ministres à des opposants, qui refusèrent par crainte des représailles. Le 20 février une partie des forces de police s'était retirée et était remplacée par des groupes armés dispersant les manifestants. Ce jour, Ianoukovitch fit tirer sur la foule. Le bilan serait de plus de cent morts et des milliers de blessés.

La nuit suivante, trois dirigeants de partis bourgeois, Vitali Klischko, un ancien boxeur dirigeant du parti Udarny (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme, 14 % aux élections législatives en 2012, 39 sièges) lié à la bourgeoisie allemande via la CDU, l'économiste bourgeois Arseniy Iatseniouk, du parti Batkivshchyna (Patrie, 26 %, 105 sièges) de Louïlia Timochenko lié aux bourgeoisies européennes via le PPE, et Oleh Tiahnybok, dirigeant du parti fasciste Svoboda (Liberté, 10%, 37 sièges), du genre d'Aube dorée de Grèce, proposèrent, accompagnés de ministres des affaires étrangères de plusieurs pays européens, un compromis à Ianoukovitch, incluant notamment la restauration de la constitution de 2004, moins présidentielle, et l'organisation d'une élection présidentielle d'ici décembre, et que François Hollande notamment voulait voir appliqué dans son « *intégralité et dans les meilleurs délais* » (*Le Monde*, 21 février). Ils furent alors sifflés par les 30 000 manifestants présents place de l'Indépendance.

## Un gouvernement peuplé de fascistes et patronné par les impérialismes occidentaux

Les impérialismes occidentaux se sont mêlés ouvertement des affaires internes de l'Ukraine. Les ministres des Affaires étrangères de Pologne et de Suède – les deux pays à l'initiative de l'accord rejeté par Ianoukovitch – ont exprimé leur solidarité aux manifestants ; Alexandre Kwasniewski, membre de la mission de surveillance du Parlement européen, leur a ouvertement conseillé de poursuivre leur mouvement ; le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a rejoint les manifestants ; la secrétaire d'État américaine aux Affaires européennes et asiatiques, Victoria Nuland, a affirmé le 4 février que les États-Unis étaient « *avec le peuple ukrainien, qui voit son avenir dans l'Europe* » ; le sénateur républicain John McCain et le sénateur démocrate Christopher Murphy ont, sur place, déclaré le 15 décembre aux manifestants : « *L'Amérique est avec vous !* ».

Le 21 février, le même Parlement qui avait appuyé la répression vota le retour à la constitution nationaliste, capitaliste et cléricale de 2004 ; l'oligarchie et ancienne première ministre Louïlia Timochenko (Patrie) fut libérée. Le 22, Ianoukovitch fuit Kiev et le Parti des régions le renia. Alors, Poutine retira son offre. Une élection présidentielle anticipée est prévue le 25 mai.

L'Union européenne et les États-Unis d'Amérique se réclament de la démocratie. Pourtant, dès qu'il s'agit de conserver ou d'attirer un pays dans leur orbite, ils n'hésitent pas à s'appuyer sur les coups d'État militaires, les islamistes et les fascistes. Le 27 février, le Parlement ukrainien approuva la nomination de Iatseniouk (parti Batkivshchyna) à la tête du



gouvernement provisoire composé de membres du personnel politique de la bourgeoisie proche de l'Union européenne et aussi de fascistes à des postes-clé. Le Premier ministre adjoint, le ministre de la Défense, le secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense, le ministre de l'Éducation, le ministre de l'Écologie, le ministre de la Politique agricole et le Procureur général sont membres de Svoboda ; l'adjoint du secrétaire du Conseil national de sécurité et de défense est un dirigeant du groupuscule fasciste Secteur droit ; le ministre de la Jeunesse et des sports et la présidente de la Commission nationale anti-corrupcion sont membres d'Autodéfense ukrainienne.

En abrogeant, le 23 février, la loi sur les langues régionales, la Rada chauvine a retiré au russe (ainsi qu'à plusieurs autres langues régionales, dont le roumain) le statut de langue officielle dans 13 des 27 régions. Le président intérimaire, Oleksander Tourtchinov, du parti Patrie, avertit cyniquement les Ukrainiens des coups que compte leur porter ce gouvernement bourgeois :

*« Ils seront critiqués... Ils seront trainés dans la boue. Mais ils doivent accomplir leur devoir et être immolés pour le salut de l'Ukraine. » (Reuters, 26 février)*

### L'immixtion de la Russie en Crimée

La bourgeoisie russe réapparue en 1991 accepta à contrecœur que les États d'Europe centrale rompiennent avec le COMECON et le Pacte de Varsovie à partir de 1989 pour intégrer l'Union européenne et l'OTAN. Par contre, elle s'est efforcée depuis 1994 de préserver sa domination sur les minorités nationales opprimées de la nouvelle Russie capitaliste et sur les États qui faisaient partie de l'empire tsariste, comme la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

La bourgeoisie russe ne cherche pas plus la liberté des peuples que la bourgeoisie allemande ou la bourgeoisie américaine. Eltsine et Poutine ont écrasé de manière sanglante la Tchétchénie en 1994-1996 et en 1999-2000. En 2008, Poutine a confisqué une partie de la Géorgie. L'impérialisme russe a riposté au changement du pouvoir exécutif de l'Ukraine, sans que la population de Crimée ait décidé quoi que ce soit. Aux précédentes élections, les partis prônant le rattachement à la Russie étaient très minoritaires. L'armée russe, qui disposait déjà d'une base et de plusieurs milliers de soldats sur place, a pris le contrôle, le 27 février, de la péninsule qui fait officiellement partie de l'Ukraine depuis 1954.

Le 1<sup>er</sup> mars, le Sénat russe a ratifié l'intervention en Crimée, avec le soutien du « Kommounistitcheskaïa » Partiïa Ros-siskoï Federatsiï (KPRF, Parti « communiste » de la Fédération de Russie). Le 6 mars, le groupe russe Gazprom annonça qu'il couperait l'approvisionnement en gaz si l'Ukraine ne payait pas ses dettes. Le même jour, le Parlement local a demandé le rattachement à la Russie. Un référendum devrait avoir lieu le 16 mars. Mais qui peut croire que Poutine pourrait assurer la démocratie, lui qui ne respecte pas les libertés des Russes eux-mêmes, sans parler du sort de la Tchétchénie ? La première condition du droit à l'autodétermination, parfaitement légitime, des habitants de la Crimée est le départ des troupes russes, avec ou sans insignes.

### Pour un gouvernement ouvrier et paysan

Cent ans après l'éclatement de la 1<sup>e</sup> Guerre mondiale, les bourgeoisies les plus puissantes du monde sont tout aussi irresponsables, comme le prouvent les tensions en Mer de Chine et en Ukraine.

Les travailleurs de toute l'Ukraine doivent s'unir quelle que soit la langue qu'ils parlent, quelle que soit leur ethnie et ils doivent tendre la main aux travailleurs de Pologne, de Russie, de Moldavie, de Biélorussie, de Roumanie, de Slovaquie, de Hongrie et de toute l'Europe.

Sans parti à elle, la classe ouvrière restera écartelée entre les cliques de ses exploiters qui vendront le pays à la domination étrangère. Il faut bâtir en Ukraine un parti inspiré du marxisme, qui renoue avec la tradition internationaliste du bolchevisme.

- Rupture des organisations ouvrières d'Ukraine, de Russie, d'UE, des États-Unis avec leur bourgeoisie !
- Troupes russes, hors de toute l'Ukraine, y compris de Crimée !
- Retour au pluralisme linguistique ! Respect des minorités russe, bélarusse, moldave, rom, juive, tatare, hongroise, roumaine... !
- Auto-défense des étudiants et des salariés contre les bandes fascistes et les troupes de Poutine !
- Auto-détermination de la Crimée ! Boycott du référendum d'annexion !
- Annulation de toutes les dettes de l'Ukraine !
- Contrôle ouvrier ! Expropriation des groupes capitalistes !
- Ni lanoukovitch, ni latseniouk, le pouvoir aux travailleurs !
- Ni Union européenne, ni Union eurasiatique, États-Unis socialistes d'Europe !

Collectif marxiste internationaliste (Colombie) & Collectif révolution permanente (Autriche, France, Pérou)

## Comment la révolution prolétarienne peut-elle vaincre en Bosnie-Herzégovine et dans les Balkans ?

Depuis le début du mois de février, de nombreux cantons à partir desquels l'impérialisme (les États-Unis et l'Union européenne) a édifié l'État bourgeois artificiel de Bosnie-Herzégovine sont le théâtre d'insurrections et de mobilisations de masse largement spontanées qui ont connu des répliques dans d'autres États issus de l'ex-Yougoslavie, notamment la Serbie. Ces explosions de désespoir qui n'ont cependant pas touché aux appareils d'État bourgeois, ont toutefois donné naissance à des regroupements de masse qui, sous la forme de plénum (ou Assemblées générales de villes et de quartiers) tentent, quoiqu'à tâtons, de trouver une issue politique à l'effondrement des institutions bourgeoises inviables mises en place par les Accords de Dayton, il y a vingt ans, au lendemain de la guerre civile ayant ravagé l'ex-Yougoslavie.

Que s'est-il passé début février en Bosnie, tant au sein de la Fédération croato-musulmane que dans la république serbe de Bosnie ? La violence des masses insurgées s'est d'abord manifestée à Tuzla, grande ville minière, le cœur industriel du pays, les 5 et 6 février et a culminé le 7 février à Sarajevo, la capitale de toute la Bosnie-Herzégovine, à Mostar, ville autrefois écartelée entre Croates et « Musulmans », et dans un grand nombre d'autres cités, telles Banja Luka en République serbe de Bosnie...

Partout, la colère des masses, ouvrières essentiellement, et de la jeunesse, a avancé les mêmes exigences : à Tuzla, ancienne ville industrielle du nord où a commencé l'explosion sociale, ont été dénoncées les causes de l'explosion sociale : le chômage (44 %), les salaires non payés, la corruption accompagnant les privatisations, les fermetures d'entreprises... les manifestants réclamaient d'abord le paiement de leurs salaires, de leurs retraites. Puis ils ont posé la question du pouvoir : « *Ils nous volent depuis vingt-cinq ans et ruinent notre avenir. Nous voulons qu'ils s'en aillent !* » (*Libération*, 7 février). Le 6 et 7, à Tuzla, Zenica, Sarajevo, Bihac, Prijedor, Srebrenica, Zenicar, Mostar, mais aussi Banja Luka, les principales villes de Bosnie, eurent lieu de nombreuses manifestations. Les manifestants affrontaient la police, les parlements (chaque canton possède le sien ainsi qu'un gouvernement propre) et les bâtiments du pouvoir étaient pris d'assaut, parfois incendiés ; à Mostar, les sièges des partis nationalistes croates (HDZ) et musulman (SDA) étaient pris d'assaut. Le 7 février le palais présidentiel de Sarajevo était en flammes. Certains policiers rejoignaient les manifestants.

### Contre le nationalisme bourgeois, les travailleurs renouent avec la lutte des classes

Ce dernier fait manifeste un tournant important et capital dans la conscience des masses qui refusent en bloc de se laisser enfermer dans le piège du nationalisme ayant con-

duit à l'impasse des guerres d'il y a vingt ans et au moyen desquelles les bourgeoisies locales (issues en partie des bureaucraties du temps de Tito et de ses successeurs) et l'impérialisme ont tenté, et réussi à l'époque, de juguler les luttes de la classe ouvrière sacrifiée sur l'autel des « nations » croate, serbe et « musulmane ». Avec l'explosion de février 2014, où les revendications des militants n'étaient pas nationalistes mais sociales et économiques, il semble que cette classe ouvrière renoue avec son passé de lutte de classe, rejetant à la fois le nationalisme et la nouvelle et féroce bourgeoisie qui l'opprime. A Belgrade (Serbie), une pancarte résume bien cette conscience de classe qui s'affirme en proclamant le 15 février : « *Les nationalistes sont les valets des capitalistes* ». Et déjà le 12 février à Zagreb (Croatie), on avait pu lire sur une banderole : « *Vive la lutte de la classe ouvrière* ». Rappelons que depuis des années, de grandes luttes ouvrières se développent en Bulgarie, pays qui appartient historiquement aux Balkans, ainsi que la Macédoine, le Monténégro et l'Albanie. Dans ces républiques des Balkans où la violence ne s'est pas déchaînée avec autant de force qu'en Bosnie, la lutte de classe du prolétariat n'a jamais cessé, particulièrement en Serbie.

Vingt ans de restauration capitaliste ont mis les classes ouvrières des États « indépendants » issus de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie à genoux. Partout, le chômage touche plus de 20 % des actifs (28 % en Serbie). Le chômage de longue durée concerne 66,5 % des demandeurs d'emploi. Le temps moyen d'attente pour retrouver du travail est, en Serbie, de trois ans et neuf mois. Cette situation, que l'on retrouve partout dans les Balkans, est due en grande partie à la politique de privatisation de l'ancienne économie étatisée. Un observateur des affrontements en Bosnie rapporte :

*L'agressivité des méthodes économiques modernes et la pression sociale du chômage sont directement à l'origine des événements qui prennent forme à partir des manifestations du 5 février. On y retrouve, au coude à coude, travailleurs pauvres ou en attente de versement de salaires, grévistes occupant des entreprises dont la direction est partie avec la caisse, beaucoup de chômeurs et quelques étudiants en attente de chômage, auxquels se sont joints d'évidence et en première ligne toute la jeunesse en colère. (« Retour de Bosnie », 4 mars 2014, *Des Nouvelles du front*)*

Farouk Sehic, un écrivain bosniaque qui a vécu à Sarajevo le mouvement à son sommet, le 7 février, rapporte que

*les manifestants ont attaqué en vagues... forçant la police au repli. Des flammes apparaissent aux fenêtres du bâtiment communal. Papiers et documents volaient de toutes parts. Une bataille de rue permanente faisait rage. J'ai vu de jeunes hommes transportant des boucliers et des casques pris à la police. Il semble que beaucoup se connaissent et il était évident qu'ils avaient une bonne expérience de la lutte contre la police. J'ai vu des fillettes portant de l'eau à ceux de la ligne de front. Il y avait un certain ordre interne à ce chaos. (Ko ih jebe, inaju platu tri i po hiljade maraka, Bosnia-Herzegovina Protest Files, 9 février 2014)*

En quelques heures, alors que le pouvoir politique ne contrôlait plus sa police, le siège du gouvernement fédéral et toutes les institutions représentant un Etat honni ont été incendiés par ces jeunes sans aucun avenir, soutenus par la population. Avec le retour de la police en fourgons blindés, écrit l'observateur cité, « *le temps de l'anarchie et de la "Commune de Paris" de Sarajevo avaient pris fin* ».

En réalité, les explosions de violence ne pouvaient rien régler par elles-mêmes, même si elles marquaient l'ouverture d'une situation prérévolutionnaire, indépendamment de la conscience de ses acteurs, laquelle n'en est qu'à son début et formule ses premières revendications. Ainsi les rassemblements de masse qui se généralisent dans toute la Bosnie à partir du 9 février fustigent « *vingt ans de mensonges des gouvernements de voleurs* », exigent des « *limitations des salaires des élus, la suppression de leurs avantages "exceptionnels", le contrôle ou la dénonciation des privatisations...* » Mais rien sur la nécessité pour la révolution d'aller de l'avant en avançant la perspective du pouvoir de la classe ouvrière entraînant les masses derrière elle.

Un exemple : tout ministre d'un canton perdant son « emploi » grassement payé, bénéficie de son traitement pendant un an. Ce que les masses ne supportent plus mais sans affirmer leur volonté de combattre afin de substituer leur pouvoir à celui, failli, de la bourgeoisie.

### **L'absence de parti révolutionnaire laisse la bourgeoisie à la manoeuvre**

Prolongeant le mouvement sont apparus des « Plénium », d'abord à Tuzla puis à Sarajevo. Ces plénium ne sont pas, ils en sont loin mais pourraient y conduire à certaines conditions non encore réunies, des conseils ouvriers (ou soviets) concrétisant l'apparition d'une dualité de pouvoir. En février, ils se définissaient eux-mêmes comme « *des assemblées de lutte dans lesquelles sont invités à se joindre les "citoyens" pour discuter de la situation et élaborer leurs exigences* ».

*Le Courrier des Balkans* a publié, début février, un appel du « plenum des travailleurs et citoyens » de Tuzla qui préconise entre autres :

*Le maintien de l'ordre public et la paix par une coopération entre les citoyens, la police et la protection civile,*

*la mise en place d'un gouvernement technique, composé d'experts apolitiques... jusqu'aux prochaines élections prévues en 2014,*

*l'annulation des accords de privatisation, que soient rendues les usines aux travailleurs et reprise la production dès que possible,*

*l'égalisation entre les salaires des représentants du gouvernement avec ceux des travailleurs du secteur public et privé,*

*la démission immédiate des autorités cantonales et du gouvernement de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, la formation de gouvernements apolitiques... préalables avant de commencer d'envisager de mettre en place un gouvernement pour un ordre social plus juste pour tous..*

Faute de programme révolutionnaire il s'agit essentiellement de revendications bourgeoises.

Alors que les chefs de quatre des dix gouvernements régionaux ont démissionné, il ressort de ces revendications que le plénium de Tuzla (ainsi que d'autres qui se sont formés), à cette première étape de son activité, ne remet pas en cause le cadre étatique bourgeois, pire se prononce pour le conforter en proclamant sa volonté de collaboration avec la police. Maintenir ainsi l'Etat bourgeois inviable mis en place à Dayton par les impérialismes, c'est consacrer la division de l'ex-Yougoslavie en entités séparées et la Bosnie en une poussière de cantons visant à confiner les travailleurs dans le carcan des « nationalités » (Croates, Serbes et « Musulmans », sans même tenir compte de l'existence des Juifs, fort nombreux, des Roms et d'autres, « oubliées » par les Accords de Dayton) au seul profit des nouveaux bourgeois habiles à régner au nom de leurs « institutions démocratiques ».

### **Pour un programme révolutionnaire à partir duquel constituer un parti ouvrier révolutionnaire**

Pour que les plénium puissent véritablement jouer leur rôle afin que la situation apparue en Bosnie-Herzégovine, dans toute l'ex-Yougoslavie et les Balkans en général, devienne pleinement révolutionnaire, c'est-à-dire mette à l'ordre du jour la lutte pour un gouvernement ouvrier, seul moyen d'en finir avec le capitalisme à la fois débile et féroce qui opprime les

masses, il est nécessaire que se regroupe une avant-garde ouvrière sur un programme affirmant clairement la nécessité d'exproprier le capital.

Mais pour que les plénum se transforment ou cèdent la place à des organismes ouvrant aux masses la voie du pouvoir, organes constituant la base d'un État ouvrier, il est nécessaire que se regroupe, pour permettre au prolétariat de vaincre la bourgeoisie et d'instaurer son pouvoir, une avant-garde militante sur la base d'un programme de combat pour un tel gouvernement, bref que se constitue un parti ouvrier révolutionnaire.

Pour aider cette avant-garde à prendre conscience d'elle-même et à s'organiser sur la base d'un programme d'action afin de jeter les bases d'un tel parti ouvrier révolutionnaire, en lien avec les organisations de paysans pauvres, il importe d'abord de bien définir la situation politique dans les Balkans après les insurrections et les luttes de classe ayant culminé en février-mars. Il est clair que les plénum, quoique formés d'une majorité de travailleurs, du fait de leur direction politique actuelle et en l'absence de parti révolutionnaire, ne sauraient jouer aujourd'hui le rôle de force politique ouvrant la voie à un gouvernement ouvrier et paysan pour les Balkans et conduire à la mise en place de l'État ouvrier qu'exprime le mot d'ordre de Fédération socialiste des Balkans (ce que n'a pas été l'ex-Yougoslavie sous le contrôle de la bureaucratie titiste et post-titiste).

Les « gouvernements techniques » et « apolitiques », à la constitution desquels appellent les actuels plénum, ne sauraient être que des gouvernements bourgeois incapables de régler aucun des problèmes ayant provoqué le soulèvement des masses (salaires décents, un emploi pour tous, lutte contre la corruption impliquant la déprivatisation de l'industrie, etc.).

Il ne s'agit pas, pour les révolutionnaires qui combattent pour en finir avec le capitalisme, de défendre les nobles idéaux des indignés mais de combattre pour la constitution des institutions ouvrières là où la révolution met leur nécessité à l'ordre du jour. Il s'agit de désigner clairement l'ennemi : la bourgeoisie appuyée sur ses maîtres impérialistes (notamment de l'Union européenne), lesquels préparent dans l'ombre une contre-révolution pour en terminer avec les plénum dont la seule existence leur est intolérable, en dépit de la faiblesse de la politique conciliatrice de leurs dirigeants actuels.

A ces menaces grosses d'une possibilité de guerre civile, la classe ouvrière et la jeunesse de Bosnie et des Balkans ont encore le temps de préparer la défense de leur révolution : en organisant partout (au moyen de comités d'usines, d'employés de banques...) le contrôle ouvrier

sur la production, en imposant l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, etc.

Pour réaliser ces tâches (dont nous ne pouvons d'ici qu'énoncer l'essentiel), la révolution doit armer les travailleurs et la jeunesse, imposer son programme aux plénum (ou aux comités d'usine si les plénum, sous l'emprise des illusions démocratiques petites-bourgeoises qui les paralysent, restent confinés dans l'impasse), ouvrant la voie à la constitution du gouvernement ouvrier et paysan de la Fédération socialiste des Balkans.

Si la lutte continue (comme en Tunisie et en Égypte où les classes possédantes, en trois ans, ne sont toujours pas parvenues à restaurer pleinement le pouvoir des États bourgeois), et à condition que des militants révolutionnaires se regroupent dans des noyaux militants pour constituer un parti révolutionnaire, alors la révolution peut faire rapidement en Bosnie des pas de géant et se répandre non seulement dans les Balkans, mais en Grèce et dans toute l'Europe. Telles sont les tâches internationalistes du moment.

Abrogation des accords de Dayton !

Contrôle et révocabilité des élus par les conseils de travailleurs !

Libération de tous les prisonniers !

Expropriation de toutes les entreprises privatisées !

Gouvernement ouvrier en Bosnie !

Fédération socialiste des Balkans !

États-Unis socialistes d'Europe !

19 mars 2014, Fabrice Lefrançois



## Afrique du Sud

# La classe ouvrière affronte de plus en plus l'alliance du SACP et du COSATU avec le parti bourgeois ANC

Le 5 décembre 2013, Nelson Mandela est mort à 95 ans. La cérémonie officielle du 10 décembre a vu des représentants de nombreux pays se presser pour un dernier hommage. Ils ont salué le président qui a permis à l'Afrique du Sud de rester capitaliste quand les masses noires et métisses du pays ont fait vaciller le gouvernement de l'apartheid dans les années 1970 et 1980.

Le prestige de Mandela, conforté par la bourgeoisie impérialiste et la bourgeoisie dominée, le stalinisme et la sociale-démocratie, le catholicisme et le protestantisme, reste grand, ce qui bénéficie encore au parti nationaliste bourgeois, l'African National Congress (Congrès national africain, ANC). Mais la gestion du capitalisme sud-africain par trois présidents ANC successifs (Mandela, Mbeki, Zuma) érode peu à peu l'hégémonie de l'ANC dans la population noire. Une des cérémonies n'a pas fait le plein, et, dans un stade à moitié vide, une partie de ceux qui se sont déplacés a hué le président Jacob Zuma, ANC.

*Au moment où le président Jacob Zuma prend la parole, une partie du public quitte le stade de Soweto en signe de protestation. Zuma est accusé d'avoir détourné des millions d'euros pour l'embellissement de sa résidence secondaire et la construction d'une route. Une bonne partie du public faisait visiblement partie de l'opposition au président, qui avait déjà été hué à plusieurs reprises précédemment. (Libération, 10 décembre 2013)*

Ce désaveu du président a ses racines dans la lutte des classes.

### La « triple alliance » ANC-SACP-COSATU au sommet de l'État bourgeois depuis 20 ans

De 1970 au début des années 1990, les masses noires et métisses affrontent le régime d'apartheid. Grèves de masse, mouvements de la jeunesse noire, naissance de syndicats ouvriers, affrontements de rue contre la police et l'armée : toute la situation pose la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Il lui manque un parti.

Dès la fin des années 1920, le stalinisme transforme la section sud-africaine de l'Internationale communiste en un parti qui repousse toute révolution prolé-

tarienne comme prématurée. Au nom de la « révolution démocratique », les staliniens du South African Communist Party (Parti « communiste » d'Afrique du Sud, SACP) font des travailleurs des auxiliaires de la bourgeoisie noire.

Dans les années 1970, le SACP s'emploie à prendre le contrôle des syndicats qui naissent spontanément et les agrège, au compte de l'ANC, dans le Congress of South African Trade Unions (Congrès des syndicats d'Afrique du Sud, COSATU).

La jeunesse et le prolétariat de couleur viennent à bout du gouvernement blanc raciste, mais la collaboration de la bureaucratie stalinienne de l'URSS avec l'impérialisme américain, le soutien sans faille des organisations ouvrières de masse (SACP et COSATU) au principal parti nationaliste bourgeois sauvent le capitalisme et empêchent la révolution prolétarienne.

En 1985, le Parti national qui avait instauré l'apartheid en 1948 n'a plus eu d'autre choix que de négocier une « transition ». Mandela et l'ANC acceptent de la préparer avec le pouvoir blanc. En 1993, un accord est trouvé. Une nouvelle constitution donne le droit de vote à tous les Sud-Africains, les lois ségrégationnistes sont abolies. L'appareil répressif de l'État bourgeois (police, armée, justice, services secrets de l'apartheid) ne sera pas purgé, les armées de guérilla seront intégrées à l'armée.

La victoire électorale de l'ANC en avril 1994, avec plus de 64 % des voix, donne le pouvoir à l'alliance tripartite entre le COSATU, le SACP et l'ANC. Mandela devient président. La population noire croit que tout va changer. Mais si la lutte de classe a arraché les droits démocratiques, Mandela et le front populaire ANC-COSATU-SACP défendent la propriété privée.

L'auréole de l'ANC se dissipe d'année en année, les générations n'ayant pas ou peu connu l'apartheid n'ont pas tant d'illusions ni envers l'ANC, ni envers sa caution « communiste » après 20 ans de gouvernement ANC-COSATU-SACP.

*En 2011, le revenu annuel des ménages noirs était de 60 615 rands (5 384 euros) alors que celui des blancs était de 365 134 rands (32 432 euros). (Le Nouvel observateur, 31 octobre 2011)*

Seule une minorité noire a intégré les rangs de la bourgeoisie, comme capitalistes directs ou comme dirigeants de l'État bourgeois.

Des townships n'ont pas toujours pas l'eau ni électricité, après 20 ans de pouvoir ANC. Le chômage est officiellement de 26 %. 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. L'inflation, de l'ordre de 10 % par an, rognent le pouvoir d'achat des travailleurs noirs aux salaires déjà très bas. Les immigrés, 4 à 5 millions de travailleurs venus de pays africains voisins, sont surexploités et désignés comme boucs émissaires. La santé et l'éducation publique sont médiocres. Les femmes restent opprimées. Les homosexuels sont persécutés. La criminalité et la délinquance atteignent des sommets.

### Les luttes ouvrières démasquent l'ANC et le parti « communiste »

Le 16 août 2012 à Marikana, à 95 kilomètres à l'ouest de Pretoria, la police attaque des mineurs en grève. Le bilan est lourd : 34 morts, 78 blessés et 270 arrestations [voir *Combattre pour en finir avec le capitalisme* n° 27 et *Révolution socialiste* n° 39]. L'objectif du gouvernement est de mettre un terme à la grève qui a débuté 6 jours plus tôt dans cette mine du groupe Lonmin, 3<sup>e</sup> producteur mondial de platine. Les mineurs réclament un salaire de 12 500 rands contre les 4 000 actuels, avec l'appui d'une scission du COSATU, le syndicat AMCU. Alors que les scènes de meurtres sont filmées, la justice accuse les grévistes d'avoir provoqué la police, des centaines de mineurs sont arrêtés, les policiers assassins sont laissés en liberté.

En solidarité prolétarienne, la grève se propage et les grands groupes capitalistes miniers décident du lock-out et du licenciement de milliers de travailleurs. Contre les patrons et la police qui les sert, les ouvriers constituent des comités de grève et commencent à les fédérer pour arracher les revendications économiques et aussi faire condamner les assassins, libérer leurs camarades emprisonnés. Mais

l'aide du SACP et de la direction du COSATU est décisive pour défaire la grève. De concert, l'ANC, le SACP, le COSATU et la National Union of Mineworkers (NUM-COSATU) accusent les grévistes et divisent les mineurs.

Les mineurs ne sont pas seuls à se dresser contre le gouvernement bourgeois de la triple alliance. Des centaines de milliers de salariés participent aux grèves contre les licenciements et pour l'augmentation des salaires qui ne valent plus rien avec l'inflation galopante. En août 2013, les ouvriers métallurgistes et de l'automobile ont fait 3 semaines de grève pour obtenir 10 % d'augmentation, des grèves dans le bâtiment, les mines, les hôpitaux, les universités et l'enseignement, le transport ont aussi eu lieu.

Le 23 janvier 2014, plus de 80 000 ouvriers des mines de platine se mettent en grève pour obtenir un salaire de 12 500 rands par mois (900 euros) contre les 4 000 rands actuels.



Lancée par l'AMCU dans les trois grandes multinationales du secteur (Amplats, Implats et Lonmin), la puissance de la grève a contraint la direction du puissant NUMSA (Syndicat des travailleurs de la métallurgie d'Afrique du Sud) présent dans les fonderies et les raffineries minières à la re-

joindre. Elle dure depuis 2 mois et la police a déjà tenté de réprimer, au gaz et à la matraque, les rassemblements de masse des grévistes. Tous les dirigeants de l'AMCU sont aujourd'hui sous la menace de la justice.

La bureaucratie du NUMSA-COSATU a joué le rôle de conciliateur avec les trois multinationales en acceptant, le 20 mars, une hausse de salaire de 7,5 %. De son côté, la direction de l'AMCU-NACTU propose que la hausse de salaires soit échelonnée sur 4 ans, mais les capitalistes miniers refusent l'augmentation à 12 500 rands. Elle n'a jamais cherché à reconstituer les comités de grèves élus, à exiger du NUMSA, du NUM et du COSATU qu'ils appellent à la grève générale illimitée pour battre le gouvernement.

## Pour la rupture du COSATU et du SACP avec l'ANC, pour un gouvernement ouvrier et paysan

La vague de grèves dans les mines n'a pas été sans conséquence pour le pouvoir capitaliste. Le lendemain de la mort de Mandela, l'alliance de Front populaire au pouvoir s'est fissurée. Pour la première fois depuis 1994, le premier syndicat du COSATU, la NUMSA, forte de 540 000 membres, a tenu un congrès annonçant sa décision de rompre avec le gouvernement.

*La National Union of Metalworkers of South Africa (Numsa), syndicat de la métallurgie sud-africain, « ne soutiendra pas l'ANC ni aucun autre parti en 2014 », a déclaré Irvin Jim, son leader... « Le Numsa va étudier la possibilité de fonder un mouvement pour le socialisme, car la classe ouvrière a besoin d'une organisation politique » qui la représente, a-t-il ajouté, à la tribune d'un congrès extraordinaire tenu à Johannesburg. Le Numsa a appelé le Cosatu à sortir à son tour de l'alliance gouvernementale. « Le temps de chercher une autre solution est arrivé », a déclaré Irvin Jim, sous les acclamations de ses adhérents. (Le Monde, 20 décembre 2013)*

La prise de distance de la direction du NUMSA avec le gouvernement Zuma témoigne de la radicalisation d'une partie significative de la classe ouvrière. Mais cette bureaucratie syndicale n'affronte toujours pas Zulma. Son vague front politique s'abstient même de présenter des candidats contre l'ANC le 7 mai. Sa ligne syndicale reste la même : le 19 mars, elle a appelé à une « journée d'action » diversion pour mendier des « emplois décentes pour les jeunes » au gouvernement ANC-COSATU-SACP.

La formation d'un comité central de grève des mineurs en 2013, la multiplication des luttes salariées sont la preuve de la disponibilité d'une avant-garde pour constituer ses organisations : comités de grève, comités d'usine, milices et soviets. Cette avant-garde ouvrière a besoin de se regrouper sur un programme révolutionnaire internationaliste qui doit clairement désigner la classe et le gouvernement à renverser.

Toute revendication sérieuse de la classe ouvrière nécessite de défaire et chasser le gouvernement ANC-SACP-COSATU. Pour y parvenir, les travailleurs doivent exiger de leurs organisations de rompre totalement avec le pouvoir capitaliste, d'engager le combat contre lui, de lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan.

## La classe ouvrière n'a pas besoin d'un parti réformiste supplémentaire

De par le monde, un certain nombre d'opportunistes essaient de réhabiliter les débris du stalinisme, de les faire passer comme différents des partis travaillistes ou socialistes, et dignes d'alliances (en France, le NPA et LO, avec le PCF). L'Afrique du Sud est un avertissement aux prolétaires du monde entier. Le SACP est depuis longtemps un parti ouvrier bourgeois. Son caractère contre-révolutionnaire est vérifié par le fait qu'il appartenait au gouvernement bourgeois massacreur d'ouvriers en 2013 et qu'il continue à le faire. Les partis « communistes » survivants sont aussi dévoués au capitalisme que les autres partis « réformistes ».

Sans un parti révolutionnaire de type bolchevik, les travailleurs continueront à être trahis. Malheureusement, aucun parti de ce type n'existe dans le pays. Et les organisations centristes, semi-réformistes, sont incapables d'en bâtir un.

Dans les années 1970, le groupe pseudo-trotskyiste MWT, comme le parti stalinien, construit le parti bourgeois ANC. En 1989, le MWT affilié au Comité pour une internationale ouvrière (CIO) lance un journal qui fait encore référence à l'ANC (*Congress Militant*). Le bilan de plusieurs décennies du CIO en Afrique du Sud comme ailleurs [voir *Révolution communiste* n° 4 pour les États-Unis] est d'avoir épousé les illusions et contribué ainsi à interdire toute voie propre au prolétariat.

*Le Mouvement démocratique socialiste présente ses condoléances à la famille Mandela et tous ceux qui en Afrique du Sud et à l'étranger pleurent la disparition de Nelson Rolihlahla Mandela. Mandela est un symbole des luttes et des sacrifices de millions de personnes depuis des décennies pour mettre fin à l'apartheid et gagner la démocratie. Les espoirs et les aspirations de cette lutte héroïque - avec la puissante classe ouvrière noire jouant le rôle décisif - ont été investis dans Mandela. Nous le reconnaissons pour son rôle dans la défaite de l'un des systèmes les plus odieux de l'oppression et de l'exploitation dans l'histoire. (DSM, L'Héritage de Mandela, 6 décembre 2013)*

Quand l'ANC perd de sa popularité, les révisionnistes du trotskysme proclament en 2002 le Democratic Socialist Movement (Mouvement socialiste démocratique, DSM) dont le nom annonce à

lui seul l'opportunisme. Le DSM, faute d'organisation communiste internationaliste, gagne une certaine influence chez les mineurs écœurés par le SACP.

Le DSM a encore changé d'étiquette, le 21 mars 2014, pour celle de Workers and Socialist Party (Parti travailliste et socialiste, WASP) qui ne vaut pas mieux. Son programme comporte des revendications légitimes.

*Nationalisation des mines, des fermes, des banques et des grandes entreprises. L'industrie nationalisée doit être placée sous le contrôle démocratique des travailleurs et des communautés de la classe ouvrière. L'économie doit être démocratiquement planifiée afin de satisfaire les nécessités sociales et non le profit. Pour la fin du chômage et la création d'emplois socialement utiles pour tous ceux qui recherchent du travail. Luttons pour un salaire décent de 12 500 rands sud-africains par mois [environ 1 000 euros]. Non aux expulsions et aux coupes dans les budgets - pour un investissement massif dans le logement, l'électricité, l'eau, les infrastructures sanitaires, les routes, les transports publics et les services sociaux. Pour un enseignement public gratuit, de la maternelle à l'université. Pour un service national de soins de santé gratuits accessible à tous. (Manifeste du WASP, 21 mars 2013)*

C'est un couteau sans lame car il n'explique pas comment de telles revendications pourraient être arrachées, n'annonce pas qu'elles sont incompatibles avec le maintien du capitalisme, que la bourgeoisie ne tolérera jamais leur réalisation, qu'elle tentera de l'empêcher avec son armée, sa police, des bandes fascistes.

*Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases historiques déterminées du développement de la production ; que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat ; que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes. (Marx, Lettre à Weydemeyer, 1852)*

Le nouveau parti centriste se révèle incapable d'affronter les bureaucraties syndicales et soutient, comme tous les opportunistes dans le monde, leurs « journées d'action » qui servent d'exutoire et protègent les gouvernements capitalistes.

*Nous militons pour une grève générale d'un jour contre les fermetures de mines. Nous ferons campagne pour une action de masse dans les communautés minières pour construire une grève générale*

*d'une journée. (Manifeste du WASP, 21 mars 2013)*

Qui peut croire qu'une journée de grève va empêcher de fermer les mines ?

Le programme du WASP ne dit pas un mot de la nécessité de s'organiser en comités de grève, en milices ouvrières, en soviets. Il tait la nécessité de la destruction de l'État bourgeois, de l'insurrection et de la dictature du prolétariat. Hier, le MWT était membre d'un parti bourgeois et il l'est resté quand celui-ci a gouverné le plus grand capitalisme d'Afrique ; aujourd'hui, bien qu'en s'en détachant, il reste réformiste et parlementariste.

### **Il faut construire un parti ouvertement et fermement révolutionnaire**

Contre la trahison du SACP, il faut dresser un parti ouvrier distinct, basé sur le programme de la révolution permanente, opposé à tous les partis bourgeois, ANC, DA, COPE, EFF de l'ancien dirigeant de l'organisation de jeunesse de l'ANC, Julius Malema.

Loin de la confusion du WASP, toute la classe ouvrière, nationale et immigrée, noire, métisse et blanche, femmes et hommes, a besoin d'un parti révolutionnaire internationaliste qui donnera le pouvoir aux producteurs, qui lutte pour que la révolution prolétarienne se développe avec ses comités, ses milices, par ses méthodes d'auto-organisation, d'armement des masses et de contrôle ouvrier et arrache le pouvoir à toute la bourgeoisie, blanche, métisse et noire.

Bien que les révolutionnaires acceptent de participer aux élections, ils ne le font que pour promouvoir tout leur programme dont la condition est un gouvernement ouvrier s'appuyant sur les conseils ouvriers et paysans. Les comités de grève des mineurs à l'automne 2012 en sont les prémisses.

Préparer le prolétariat à défaire le pouvoir capitaliste et constituer ses propres organisations, c'est la tâche du parti. Tout en partant des revendications nationales, démocratiques, féminines et agraires, son programme conduit à regrouper les travailleurs en vue de l'établissement du pouvoir des travailleurs, de l'extension de la révolution pour établir les États-Unis socialistes d'Afrique, pour aller au socialisme.



# À l'origine de la Première guerre mondiale, l'impérialisme

La bourgeoisie française s'apprête à commémorer le centième anniversaire de la guerre de 1914-18 qui a causé sur le sol de l'Europe 9 millions de morts et environ 8 millions d'invalides de tous les continents. Elle entend profiter du centenaire pour prôner l'union nationale, c'est-à-dire le sacrifice des travailleurs aux exigences des exploités, afin que les forces rassemblées de « la nation » permettent de sortir de la crise économique capitaliste.

*La grande guerre a encore beaucoup à apprendre à la France d'aujourd'hui... l'impérieuse nécessité de faire bloc si nous voulons gagner les batailles qui aujourd'hui ne sont plus militaires, mais économiques... Réformer, réunir, réussir. Voilà l'ordre de mobilisation que nous pouvons délivrer... Lorsque la mobilisation générale fut proclamée, il n'y eut plus qu'un seul pays, une seule nation, une seule armée.* (François Hollande, 7 novembre 2013)

Orientation saluée comme il convient pour l'UMP par Jean-François Copé, louant « un très beau discours qui était celui que l'on attendait ».

Ce qui a conduit à cette monstrueuse barbarie c'est, fondamentalement, la décadence du mode de production capitaliste. Cette phase de déclin est appelée « impérialisme » par Lénine.

## La centralisation et la concentration du capital

De la concurrence naît une tendance à la négation de la concurrence par les ententes et les monopoles. Les capitaux individuels, les entreprises sont, au 18<sup>e</sup> et au 19<sup>e</sup> siècles, de taille modeste. Mais tout capital qui réussit s'agrandit, se reproduit à une échelle élargie, aboutissant à une entreprise plus grande (ce que Marx appelle « concentration »). En outre, nombre d'entreprises sont absorbées par d'autres (ce que Marx nomme « centralisation »).

*Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916, Éditions sociales, 1971, p. 18)

À l'intérieur du pays d'origine, il arrive que ce processus aboutisse à un monopole ; à l'échelle mondiale, à un oligopole. La diminution du nombre

d'entreprises facilite les ententes à l'échelle nationale, voire internationale.

Dans le même temps, les banques opèrent regroupements et fusions : à la concentration de la production industrielle, correspond un mouvement de concentration des banques.

## Le financiarisation du capital

Pour grandir les groupes capitalistes empruntent aux banques et prennent la forme de sociétés par actions dont certaines sont cotées en bourse. Dans ce cas, les actions peuvent être elles-mêmes facilement vendues et achetées sur ce marché, donc donner lieu à spéculation. Les grands prêts aux entreprises et aux États peuvent engendrer des obligations, qui peuvent être échangées en bourse. Des marchés financiers se développent donc à Londres puis dans toutes les grandes villes du monde capitaliste. Les groupes de l'industrie et du commerce prennent une dimension financière prononcée.

En outre, les achats d'autres entreprises, les entrées en bourse, les emprunts bancaires multiplient les relations entre banques et firmes industrielles. Le capital bancaire et le capital industriel ou commercial tendent à fusionner dans ce que Hilferding et Lénine appellent le « capital financier ».

Les grandes banques prennent parfois des parts des sociétés industrielles et commerciales. Il arrive aussi que les grands groupes industriels et commerciaux créent leur propre banque ou leur propre société de crédit.

*Se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance ou d'administration des entreprises industrielles et commerciales, et inversement.* (Lénine, *L'Impérialisme*, p. 55)

Il devient impossible de séparer la sphère de la « finance » de « l'économie réelle ».



## L'internationalisation du capital

Les prêts bancaires, les émissions d'actions, les échanges d'actions peuvent s'opérer d'un pays à l'autre. Les bourses sont fortement reliées entre elles.

Certaines bourgeoisies vivent de plus en plus de revenus financiers tirés de l'étranger (intérêts, dividendes) et prennent un caractère parasite prononcé.

Pour augmenter la masse de profit et faire face à la concurrence, les groupes capitalistes étendent leur activité à l'étranger. Certains groupes industriels et bancaires deviennent transnationaux, en fondant des filiales à l'étranger ou en transformant en filiales des entreprises à l'étranger. Le capitalisme n'exporte ou n'importe pas seulement des marchandises, il se met à exporter du capital et à importer du profit.

*Les possibilités d'exportation de capitaux proviennent de ce qu'un certain nombre de pays attardés sont d'ores et déjà entraînés dans l'engrenage du capitalisme mondial... La nécessité de l'exportation des capitaux est due à la « maturité excessive » du capitalisme dans certains pays, où les placements « avantageux » font défaut au capital. (Lénine, L'Impérialisme, p. 86)*

## L'intrication du capital et de l'État

L'État d'une société capitaliste est un État capitaliste, il sert de conseil d'administration des affaires générales de la bourgeoisie. Quand les entreprises sont très nombreuses et de taille réduite, aucune d'elles n'influence particulièrement l'État. Quand leur taille augmente, il n'en va pas de même.

*L'« union personnelle » des banques et de l'industrie est complétée par l'« union personnelle » des unes et des autres avec le gouvernement. Des postes aux conseils de surveillance sont librement offerts à... d'anciens fonctionnaires de l'État... un membre du Parlement... (Lénine, L'Impérialisme, p. 56)*

## Le partage du monde

À partir des années 1880, en lien avec le développement des grands groupes capitalistes, la bourgeoisie des grandes puissances capitalistes modifie sa position en ce qui concerne la constitution d'empires coloniaux. La Grande-Bretagne agrandit

considérablement ses possessions coloniales. La France va la suivre rapidement sur cette voie.

À la Conférence de Berlin (novembre 1884), les grandes puissances européennes s'accordent sur le partage de l'Afrique. Bismarck, qui a engagé l'Allemagne, avec retard, dans le processus d'appropriation du globe, entend imposer des règles, en particulier le libre accès commercial aux grands bassins fluviaux d'Afrique et l'obligation d'occuper effectivement un territoire avant d'en revendiquer la possession. En moins de quinze ans, Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Italiens se ruent dans l'intérieur de l'Afrique, qui est partagée par les Européens, au prix de quelques guerres contre les royaumes africains et d'incidents diplomatiques entre les États européens, dont le plus significatif est l'incident franco-britannique de Fachoda en 1898.

Mais à partir de 1890 les possibilités de colonisation se font beaucoup plus rares. La plupart des territoires non dépendants d'un État organisé sont maintenant occupés par les puissances européennes.

*Le partage du monde est la transition de la politique coloniale, s'étendant sans obstacle aux régions que ne s'est encore appropriée aucune puissance capitaliste, à la politique coloniale de la possession monopolisée de territoires d'un globe entièrement partagé. (Lénine, L'Impérialisme, p. 123)*

Le développement capitaliste à l'échelle mondiale redistribue les cartes.

*En 1880, les grandes puissances industrielles se classaient dans l'ordre suivant : 1° l'Angleterre, 2° la France, 3° les USA, 4° l'Allemagne. En 1913, les USA sont déjà la première puissance industrielle mondiale ; la seconde est l'Allemagne avec une production industrielle qui n'est seulement que de 40 % de celle des USA ; l'Angleterre est tombée au troisième rang, et sa production industrielle n'est plus que de 25 % de celle des USA ; la France est quatrième et sa production industrielle n'est plus que de 19,5 % de celle des USA. La somme des productions industrielles de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France représente cependant 92,5 % de celle des USA. (Stéphane Just, Aperçus sur les crises, II, 1983, PCI, p. 6)*

Les nouveaux venus (États-Unis, Allemagne, Japon, Italie...) vont vouloir repartager les zones d'influence au détriment des anciens empires co-

loniaux (Espagne, Grande-Bretagne, France, Portugal...).

C'est le cas notamment des empires chinois et ottoman (turc). Les grands pays industrialisés vont donc chercher à s'assurer des secteurs d'influence privilégiés.

Entre 1890 et 1913, vont se faire jour des antagonismes entre États pour la possession des colonies ou semi-colonies, entre la France et la Grande-Bretagne, entre la Grande-Bretagne et la Russie, entre la Russie et l'Autriche, entre la France et l'Allemagne. Les tensions manquèrent plusieurs fois de dégénérer (Fachoda en 1898, Agadir en 1911, etc.) ou débouchèrent effectivement sur un conflit armé, comme en 1898, quand les États-Unis infligèrent une défaite militaire à l'Espagne et lui ravirent la mainmise sur Cuba et les Philippines ou comme en 1905 où le Japon remporta une victoire sur la Russie.

### Les blocs entre puissances impérialistes

Les intérêts des groupes capitalistes expliquent les politiques d'alliance des gouvernements des puissances européennes et la multiplication des conflits de la fin des années 1800 jusqu'à l'été 1914.

Sur le continent, la politique d'alliance traditionnelle (initiée du temps de Bismarck pour isoler la France républicaine et revancharde après la perte de l'Alsace-Lorraine), connue comme l'« Entente des Trois empereurs » (Guillaume I<sup>er</sup>, François-Joseph, Alexandre II), était reconduite bon an mal an de 1873 à 1891. La défection du Tsar à cette date, laissant place à la Triplice, signée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avec l'Italie, le 20 mai 1882.

La France signe, le 27 août 1891, un accord avec la Russie puis, le 17 août 1892, une Convention militaire enfin suivie, en octobre 1893, de la ratification par le Tsar de l'alliance franco-russe. Le 8 avril 1904, c'est l'Entente cordiale franco-britannique puis le 31 août 1907 l'accord anglo-russe qui donne naissance à la Triple entente.

Pour aboutir à cette « Entente », les trois puissances ont dû régler leurs différends au sujet des détroits, de la Perse, de l'Afghanistan (Grande-Bretagne, Russie), à propos du Soudan, de la Tunisie et de l'Égypte (France, Grande-Bretagne).

Les alliances capitalistes sont désormais en place, elles ne vont plus changer jusqu'à la guerre. Elles dressent face à face deux blocs d'impérialismes rivaux dont les intérêts s'opposent.

A plusieurs reprises, le conflit manquera d'éclater. Ainsi en 1904-1906 entre la France et l'Allemagne au sujet du Maroc ; en 1908-1909, avec la crise bosniaque consécutive à l'annexion de cette région par l'Autriche ; puis en 1911, la seconde crise marocaine entre la France et l'Allemagne, cette dernière obtenant une large partie du Congo « français » en échange de sa reconnaissance du protectorat français sur le royaume chérifien ; puis de nouveau avec les conflits dans les Balkans en 1911-1912 et 1912-1913 ; avant d'en arriver à la crise de juillet 1914.

### La montée du militarisme

La tension montant, les risques de guerre augmentant, chaque camp va prendre des mesures pour mettre son armée à hauteur des menaces ou bien en capacité d'attaquer avant que l'adversaire soit prêt.

*Depuis le début de la guerre balkanique, les deux groupes de puissances se surveillent de plus en plus étroitement. Les états-majors, devant l'éventualité d'un conflit, demandent aux gouvernements une augmentation des effectifs et du matériel de guerre. La course aux armements se développe... (Pierre Renouvin, La Crise européenne et la Première guerre mondiale, PUF, 1969, p. 187)*

À la veille de 1914, des charges explosives avaient ainsi été accumulées. Le mode de production capitaliste, parvenu à son stade impérialiste, menait l'Europe au bord de la catastrophe.

*Chaque État capitaliste s'efforce par le brigandage d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des ententes, ceux du capital financier l'exigent. Élargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre. (Nikolaï Boukharine, Evgueni Preobrajenski, ABC du communisme, 1919, Maspero, 1968, t. 1, p. 111)*

En même temps que le capital s'accumulait, la classe ouvrière s'était numériquement développée et elle s'était organisée au sein de l'Internationale ouvrière. L'Internationale se prononçait contre le bellicisme menaçant.

5 avril 2014

## L'intervention militaire française aggrave le chaos en Centrafrique

À son intronisation, Hollande avait annoncé, comme Sarkozy avant lui, que c'en était fini de la « Francafrique ». Depuis, il y a eu l'intervention militaire au Mali, puis celle en République Centrafricaine. En décembre 2013, alors qu'il venait de porter les troupes présentes sur le sol centrafricain de 400 à 1 600 soldats, avec l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, Hollande déclara : « *La France n'a pas d'autres objectifs que de sauver des vies humaines* ». Le 25 février 2014, l'Assemblée nationale (428 pour, 14 contre) et le Sénat (327 pour, 3 contre) approuvaient l'intervention. Ce fut le cas des députés du PS, du PCF et du PdG.

En réalité, ce ne sont pas les droits de l'homme qui font souci aux représentants de la bourgeoisie française, mais bien le maintien de l'ordre dans le continent et le contrôle du sous-sol riche en uranium, or, diamants et pétrole dont profitent les capitalistes français.

*Au moment des indépendances africaines, la France a transféré le pouvoir aux élites les plus favorables à une continuation du système colonial. Aujourd'hui, les groupes au pouvoir restent connectés à la France par la persistance du modèle économique, fondé sur l'extraction des ressources naturelles. Ces ressources, non valorisées localement, sont achetées à un prix très inférieur à celui du marché mondial. En échange, les élites africaines reçoivent une rente réexportée en Europe sous la forme de comptes bancaires ou de biens immobiliers. Pis, ces élites ont un modèle de consommation qui ne favorise pas la production locale. Tout cela laisse la population exsangue, et la jeunesse face à une alternative : rejoindre les rébellions, les mouvements djihadistes ou évangéliques, ou émigrer.* (Ibrahima Thioub, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 2014)

C'est pourquoi l'impérialisme français soutient le coup d'État de François Bozizé en 2003. Le chef de l'état-major était loin d'être un démocrate : il avait réprimé les manifestations lycéennes en 1979 et les mutineries de 1996 et de 1997 avec l'aide de l'armée française. Il est élu en 2005 avec plus de 64 % des voix, non sans fraudes. La situation se détériore à partir du début de l'année 2006 et l'armée régulière ainsi que la garde présidentielle exécutent, torturent, assassinent. À la fin de l'année 2006, les estimations font déjà état de 150 000 déplacés.

Le président Bozizé prête l'oreille à l'impérialisme chinois qui prend ainsi position dans le pétrole et installe *Radio Chine internationale* à Bangui. Pour l'impérialisme français, c'en est trop. Il refuse d'aider Bozizé confronté aux rebelles de la Séléka menés par Michel Djotodia qui s'emparent le 24 mars 2013 du palais présidentiel.

Avant la guerre civile, chrétiens et musulmans vivaient en bonne intelligence. Mais les bandes de la Séléka s'en prennent systématiquement aux civils « chrétiens » sans défense. Sous ce prétexte, le 26 novembre, Hollande envoie un corps expéditionnaire. La situation se renverse, des milices anti-balaka, qui se présentent comme chrétiennes, sont composées d'une partie du lumpen prolétariat et de partisans de Bozizé et prétendent défendre la population contre la Séléka. Elles attaquent, pillent, violent, assassinent les civils « musulmans », parfois avec la participation des soldats de l'armée officielle qui est formée par l'armée française.

*La Centrafrique traverse une crise humanitaire sans précédent, avec des centaines de milliers de déplacés fuyant les violences. Ces violences ont contraint à l'exode des dizaines de milliers de musulmans, de régions entières du pays, pourchassés par les miliciens majoritairement chrétiens anti-balaka, amenant Amnesty International à dénoncer un « nettoyage ethnique ».* (*Jeune Afrique*, 5 avril 2014)

La situation sociale est dramatique : un million de déplacés, 500 000 réfugiés, la moitié de la population survit à peine. La présidente de transition Catherine Samba-Panza, élue par 75 des 135 membres du Parlement intérimaire, a beau avoir versé un mois de salaire aux fonctionnaires, il reste cinq mois d'arriérés. En même temps, dans l'ouest, les bandes de la Séléka poursuivent leurs exactions contre les civils chrétiens désarmés et la situation échappe au contrôle du gouvernement.

Le président tchadien menace de retirer ses troupes de Centrafrique, tandis que le parlement allemand décide l'envoi de 250 soldats au Mali.

*Berlin n'entend pas laisser à Paris le leadership de la relation avec l'Afrique.* (*Le Monde*, 1<sup>er</sup> avril 2014)

L'intervention militaire impérialiste, quelle que soit la bourgeoisie à son origine, perpétue le capitalisme et la domination étrangère qui déstabilisent le continent. Elle n'offre aucune protection aux populations, comme le rappelle l'anniversaire du génocide des Tutsi au Rwanda, opéré en 1994 en présence de l'armée française, voire avec sa complicité.

Le mouvement ouvrier français devrait exiger le retrait des troupes françaises du Mali et de la Centrafrique, la fermeture des bases militaires françaises, l'expropriation des groupes capitalistes français qui pillent l'Afrique.

Pour l'avenir des populations africaines, il n'est que la perspective des États-Unis socialistes d'Afrique par la révolution ouvrière et paysanne pour arracher le pouvoir aux bourgeoisies compradore. Pour y parvenir, la reconstruction d'une internationale ouvrière, la construction d'un parti communiste révolutionnaire en Centrafrique et dans chaque État sont indispensables.

7 avril 2014